

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

MINISTRY OF PUBLIC CONTRACTS

**MAÎTRE D'OUVRAGE : MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA
REPUBLIQUE CHARGE DES MARCHES PUBLICS**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN
PROCEDURE D'URGENCE**

N°...006...../AONO /PR/MINMAP/CIPM /2019

27 JUN 2019

**RELATIF L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE
AU MINISTERE DES MARCHES PUBLICS**

FINANCEMENT: BUDGET MINMAP – EXERCICE- 2019

IMPUTATION: 53 10 717 01 3900006102

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES



SOMMAIRE

Pièce n°1	Avis d'Appel d'Offres(AAO)	3
Pièce n°2	Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)	10
Pièce n°3	Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).	27
Pièce n°4	Descriptif des Fournitures(DF)	34
Pièce n°5	Cahier des Clauses Administratives Particulières(CCAP)	37
Pièce n°6	Bordereau des prix unitaires(BPU)	46
Pièce n°7	Détail Estimatif et Quantitatif(DEQ)	48
Pièce n°8	Sous-Détail des Prix(SDP)	50
Pièce n°9	Formulaires et Modèles à utiliser	52
Pièce n°10	Modèle de Marché	58
Pièce n°11	Liste des établissements bancaires et organismes financiers installés au Cameroun, autorisés à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics	62
Pièce n°12	Grille d'Evaluation	64



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

MINISTRY OF PUBLIC CONTRACTS

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN
PROCEDURE D'URGENCE**

N°...*DD.6*...../AONO/PR/MINMAP/CIPM/2019

27 JUN 2019

**RELATIF L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE
AU MINISTERE DES MARCHES PUBLICS**

**MAÎTRE D'OUVRAGE : MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA
REPUBLIQUE CHARGE DES MARCHES PUBLICS**

FINANCEMENT: BUDGET MINMAP – EXERCICE- 2019

IMPUTATION : 53 10 717 01 3900006102

Pièce N°1 :

AVIS D'APPEL D'OFFRES



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° ~~DDG...~~ /AONO/PR/MINMAP/CIPM/2019-27 JUIN 2019 RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL
INFORMATIQUE POUR LE MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

FINANCEMENT : BUDGET DU MINMAP, EXERCICE 2019, IMPUTATION : 53 10 717 01 3900006102

Article 1^{er} : Objet

Le Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics lance un Appel d'Offres National Ouvert relatif à l'acquisition du matériel informatique pour le compte de son département ministériel.

Article 2 : Consistance des prestations

Les prestations objet du présent Appel d'Offres comprennent l'acquisition du matériel informatique ci-après

- 30 Ordinateurs de bureau complet
- 120 Ordinateurs portables,
- 02 Serveurs,
- 02 licences fortinet 300D 2 ans
- 06 Switch ;

Selon les caractéristiques contenues dans le descriptif des fournitures.

Article 3 : Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux sociétés et entreprises de droit Camerounais, spécialisées dans la fourniture du matériel informatique et disposant d'un agrément et d'une expérience avérée dans la fourniture dudit matériel.

Article 4 : Financement

Les fournitures objet de la présente consultation sont financées par le Budget du MINMAP, exercice 2019, imputation 53 10 717 01 3900006102.

Article 5 : Allotissement

Les prestations objet de cette consultation sont réparties en un lot.

Article 6 : coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de : **cent soixante millions (160 000 000) F CFA**

Article 7 : Le mode de soumission.

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne ou hors ligne

Article 8 : Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres National physique peut être consulté aux heures ouvrables, au Ministère des Marchés Publics (Service des Marchés Internes du MINMAP), sis au 3^{ème} Etage, porte A4 bâtiment B de l'immeuble abritant ses services et la version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent avis.

Article 9 : Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu aux heures ouvrables dès publication du présent avis, au Ministère



des Marchés Publics (Service des Marchés Internes du MINMAP), sis au 3^{ème} Etage, porte A4 bâtiment B de l'Immeuble abritant ses services sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de cent vingt-cinq mille (125 000) Francs CFA.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

Article 10 : Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.]

Article 11: Remise des offres

- Chaque offre, rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir au service des Marchés Internes du MINMAP, sis au 3^{ème} Etage, porte A4 bâtiment B de l'Immeuble abritant ses services, au plus tard le **23 JUL 2019** à **13 heures** et devra porter la mention :

**« DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°...006.../AONO/PR/MINMAP/CIPM/2019 du 27. JUN 2019
RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE POUR LE MINISTERE DE MARCHES PUBLICS »
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».**

- Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **23 JUL 2019** à **13 Heures**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Article 12 : Recevabilité des offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des Finances, conforme au modèle joint en annexe d'un montant égale à **trois millions deux cent mille (3 200 000) FCFA**.

Cette caution de soumission aura une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date de dépôt des offres.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par les services émetteurs. Elles devront obligatoirement être datées de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

L'absence de la caution de soumission le jour de l'ouverture entraînera le rejet pur et simple des offres sans aucun recours.

Article 13: Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps, le **23 JUL 2019** à **14 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINMAP (dans la salle de conférences du MINMAP), sise au 2^{ème} étage du Bâtiment A du MINMAP.

Chaque soumissionnaire est tenu d'assister à l'ouverture ou de s'y faire représenter par une personne de son choix dûment mandatée et dotée d'une parfaite maîtrise du dossier.



Article 14 : Délai de livraison

Le délai maximum de livraison est fixé à trente (30) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de livraison du matériel.

Article 15 : critères d'évaluations:

15.1 Critères éliminatoires :

Les offres ne satisfaisant pas aux critères ci-après seront automatiquement éliminées :

- 1- Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif 48h après l'ouverture;
- 2- Absence de la caution de soumission à l'ouverture
- 3- Fausses déclarations ou pièces falsifiées;
- 4- Non-conformité aux spécifications techniques du DAO ;
- 5- Absence d'un prix unitaire quantifié ;
- 6- Absence de prospectus originaux en couleur avec description détaillée des fournitures proposées ;
- 7- Absence de l'agrément du fabricant ou de l'autorisation du fournisseur agréé (pour les ordinateurs, les onduleurs, les imprimantes) et de l'attestation de conformité des licences ;
- 8- Non satisfaction d'au moins six (06) des huit (08) critères essentiels.

15.2 : Critères essentiels :

La notation des critères essentiels ci-après se fera suivant le mode binaire en attribuant à chaque critère la valeur positive (oui) ou la valeur négative (non) :

- 1- Présentation générale de l'offre : respect de l'ordre des agencements des pièces et chaque offre séparée par des intercalaires de couleur.
- 2- réalisation d'au moins deux (02) marchés de fourniture de matériel informatique pour un cumul de 100 000 000 (cent millions) ces cinq dernières années (2014-2018) première et dernière pages du Marché enregistré, assorti du PV de réception;
- 3- Garantie : Délai de garantie du matériel supérieur ou égale à six (06) mois;
- 4- Service après-vente (assurer la disponibilité des pièces de rechange et disposer du personnel technique nécessaire pour l'installation et la maintenance);
- 5- Chiffre d'affaire supérieur ou égale à 100 000 000 (cent millions) FCFA ;
- 6- Capacité financière d'un montant au moins égal à 80% du montant lu de L'offre financière;
- 7- planning et délai de livraison inférieur à 30 jours ;
- 8- Condition d'acceptation des clauses du marché : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et descriptif des fournitures (DF) remplis, paraphés, daté et signés ;

NB: Seuls les soumissionnaires qui auront satisfaits à six (06) des huit (08) critères essentiels seront jugés techniquement qualifiés et admis à l'analyse financière.

Article 16 : Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

Article 17: Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant satisfait à tous les critères éliminatoires et dont l'offre financière sera évaluée **la moins-disante**.

Article 18 : Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au MINMAP (Service des Marchés Internes du MINMAP), sis au 3^{ème} Etage, porte A4 bâtiment B de l'Immeuble abritant ses services Tél : 222 23 79 64 sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.marchespublics.cm>



Article 19 Dénonciation

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25/ 699 37 07 48.

20. Assistance technique


Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros {+237} 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

Yaoundé, le **27 JUIN 2019**

Le Ministre Délégué à la Présidence
Chargé des Marchés Publics

Ampliations :

- DGMAS
- PCIPM
- ARMP
- SOPECAM
- DAG/SMI
- CALAO
- Affichoge /Archives



The image shows a circular official stamp of the Ministry of Public Procurement of Cameroon, partially obscured by a large, stylized signature. Below the signature, the name 'IBRAHIM TALRA MALLA' is printed in capital letters.

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER No. *DDG*...../ONIT/PR/MINMAP/CIPM/2019 TO FOR
THE ACQUISITION OF COMPUTER EQUIPMENT FOR THE MINISTRY
OF PUBLIC CONTRACTS. FINANCING: MINMAP BUDGET, 2019 FINANCIAL YEAR

27 JUN 2019

Article 1 : Purpose

The Minister Delegate at the Presidency in charge of Public Contracts hereby launches an Open National Invitation to Tender for the acquisition of computer equipment for the Ministry of Public Contracts.

Article 2 : Nature of services

The supply shall consist of the computer equipment according to:

- 30 Full Desktop Computers
- 120 Notebooks
- 02 Server
- 02 Fortinet licenses 300D 2 years
- 06 Switch

According to the characteristics contained in the description of the supplies. According to the specifications contained in the description of the supplies.

Article 3: Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is open to enterprises or companies of Cameroon Law, specialized in the supply of computer equipment and having an authorization and proven experience in the supply of such equipment.

Article 4: Financing

Supplies which are the subject of this invitation to tender are financed by the MINMAP BUDGET, 2019 financial year.

Article 5: Allotment

The services covered by this consultation are divided into one lot.

Article 6: Estimated cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is: 160 000 000 F CFA.

Article 7: The Submission Mode.

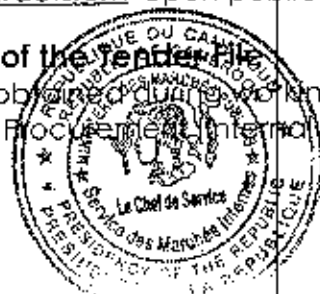
The submission method selected for this consultation is online or offline.

Article 8: Consulting the consultation file

The Tender File may be consulted during working hours at the Internal Contract Services of MINMAP located on the 3rd Floor, door A4 building B of the Ministry, as soon as this Invitation to Tender is published and electronic version on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> upon publication of this notice.

Article 9: Acquisition of the Tender File

The file may be obtained during working hours as soon as this invitation to tender is published, at the Ministry of Public Procurement Internal Contract Services of MINMAP located on the 3rd Floor.



door A4 building B), at the Ministry upon presentation of a receipt or payment to the Public treasury of a non-refundable sum of 125,000 CFA francs.

It is also possible to obtain the DAO by free download on the COLEPS platform available at the abovementioned addresses for the electronic version. However, the online submission is conditioned by the payment of the purchase cost of the DAO.

Article 10: Submission of bids

- Each bid drawn up in English or French, in seven (7) copies, including of which one original and six (6) copies marked as such, must reach the Internal Contract Services of MINMAP located on the 3rd Floor, door A4 building B of the Ministry, not later than **23 JUL 2019** at 1 PM hours and must be labelled as follows :

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER No...006/OINT/PR/MINMAP/CIPM/2019 TO 07/03/2019 RELATING TO THE ACQUISITION OF COMPUTER EQUIPMENT FOR THE MINISTRY OF PUBLIC CONTRACTS

« TO BE OPENED ONLY DURING THE BID OPENING SESSION ».

- For online submission, the tender must be submitted by the tenderer on the COLEPS platform by **23 JUL 2019** at the latest, to A backup copy of the offer recorded on a USB key or CD / DVD must be transmitted sealed with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the above mention within the time limits.

Article 11: Admissibility of bids

Each Tender submitted by a first-rate bank approved by the Minister in charge of Finance, conforming to the attached model of an amount equal to **three million two hundred thousand (3,200,000) FCFA**.

This bid bond will have a validity period of one hundred and twenty (120) days from the date of submission of the bids.

On pain of rejection, the other administrative documents required must be produced in originals or certified true copies by the issuing services. They must obligatorily be dated less than three (03) months or have been established after the date of signature of the Invitation to Tender.

The absence of the bid bond on the day of the opening of tenders will result in the outright rejection of tenders without any recourse.

Article 12: Size and format of files

For the online submission, the maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constituting the bidder's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MO for the Financial Offer.

Accepted formats are:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The candidate will use compression software to reduce the size of the files to be transmitted.]

Article 13: Opening of bids

The opening of bids will be done in a time, on **23 JUL 2019** at 2 PM hours by the Internal Procurement Commission of MINMAP (conference room), located on the 2nd floor of the building of the regional delegation of MINMAP Center OMNISPORT to the district.

Each tenderer is required to attend this opening session or to be represented by a person of his choice duly mandated and having a perfect mastery of the file.

Article 14: Delivery deadline

The maximum deadline for delivery is thirty (30) days from the date of the issuance of the Administrative Order to supply the equipment.



Article 15: Evaluation criteria:

15.1 Eliminary criteria

Bids not meeting the following criteria will be automatically eliminated:

- 1- Absence or non-conformity of a document of the administrative file 48h after the opening;
- 2- Absence of the bid bond at the opening
- 3- False statements or falsified documents;
- 4- Non-compliance with the technical specifications of the DAO;
- 5- Absence of a quantified unit price;
- 6- Absence of original prospectuses in color with detailed description of the proposed supplies;
- 7- Absence of the manufacturer's approval or the authorization of the approved supplier (for computers, inverters, printers) and the certificate of conformity of licenses;
- 8- Not satisfied with at least six (06) of the eight (08) essential criteria.

15.2 Essential criteria

The following essential criteria will be evaluated following the (yes/no) binary method:

- 1- General presentation of the offer: respect for the order of the arrangements of the pieces and each offer separated by colored dividers.
- 2- Completion of at least two (02) contracts for the supply of computer equipment for a total of 100,000,000 (one hundred million) over the last five years (2014-2018) first and last page of the Registered Market, with the receipt of the receipt ;
- 3- Warranty: Hardware warranty period greater than or equal to six (06) months;
- 4- After-sales service (ensure the availability of spare parts and have the necessary technical staff for installation and maintenance);
- 5- Turnover greater than or equal to 100,000,000 (one hundred million) FCFA;
- 6- Financial capacity of an amount equal to at least 80% of the amount read from the financial offer;
- 7- Schedule and delivery time less than 30 days;
- 8- Condition of acceptance of the clauses of the contract: Booklet of the Specific Administrative Clauses (CCAP) and description of the supplies (DF) filled, initiated and signed.

NB: Only those bidders who have satisfied six (06) of the eight (08) essential criteria will be deemed as technically qualified and accepted for financial analysis.

Article 16: Duration and validity of bids

The bidders shall be bound by their bids for a period of ninety (90) days with effect from the deadline set for the submission of bids.

Article 17: Award of the contract

The contract shall be awarded to the bidder who has met all the eliminary criteria and whose financial bid is evaluated as the lowest.

Article 18: Additional information

Further information may be obtained during working hours at the MINMAP Call for Tender Support Unit located at the Ground Floor, Room R09 of Block A of the Ministry :Tel. 222 22 95 83 or online on the COLEPS platform at: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>

Article 19: Denunciation

For all corruption attempt, kindly call or send and SMS to the following numbers: 699 370 748. 699 370 748.



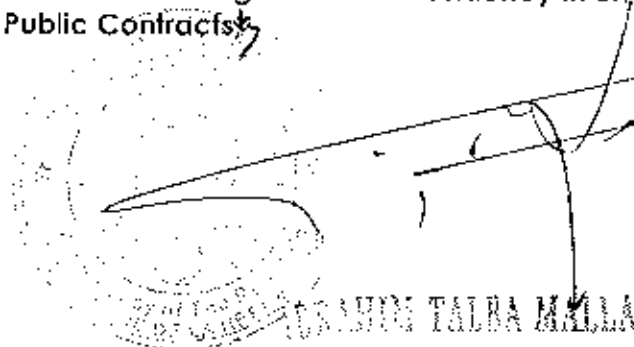
20. Technical assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the platform please call the numbers (+237) 222 238 155/222 235 669 or write to the email address dsi@minmap.cm.

Done in Yaoundé, the 27 JUN 2019
The Minister Delegate at the Presidency in charge of
Public Contracts

COPIES:

- DGMAS
- P CIPM
- ARMP
- SOPECAM
- DAG/SMI
- CALAO
- Posting/Archives



The image shows a circular official stamp of the Ministry of the Presidency of Cameroon. The text within the stamp includes 'REPUBLIQUE DU CAMEROUN' and 'LE MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE EN CHARGE DES MARCHES PUBLICS'. A handwritten signature, 'TALBA MELLA', is written across the stamp. The signature is written in black ink and is partially obscured by a diagonal line drawn across the stamp.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

MINISTRY OF PUBLIC CONTRACTS

MAÎTRE D'OUVRAGE : MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA
REPUBLIQUE CHARGE DES MARCHES PUBLICS

FINANCEMENT: BUDGET MINMAP – EXERCICE- 2019

IMPUTATION : 53 10 717 01 3900006102

DOSSIER DE D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° *006*./AONO /PR/MINMAP/CIPM /2019

**RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE
POUR LE COMPTE DU MINISTERE DES MARCHES PUBLICS**

Pièce n°2:

REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES



A. Généralités

- Article 1 : Portée de la soumission
- Article 2 : Financement
- Article 3 : Fraude et corruption
- Article 4 : Candidats admis à concourir
- Article 5 : Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine
- Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

B. Dossier d'Appel d'Offres

- Article 7 : Contenu du Dossier d'appel d'offres
- Article 8 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours
- Article 9 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

C. Préparation des offres

- Article 10 : Frais de soumission
- Article 11 : Langue de l'offre
- Article 12 : Documents constituant l'offre
- Article 13 : Prix de l'offre
- Article 14 : Monnaies de l'offre
- Article 15 : Documents attestant l'admissibilité du Soumissionnaire
- Article 16 : Documents attestant l'admissibilité des fournitures
- Article 17 : Documents attestant de la conformité des fournitures
- Article 18 : Documents attestant la qualification du Soumissionnaire
- Article 19 : Caution de soumission
- Article 20 : Délai de validité des offres
- Article 21 : Forme et signature de l'offre

D. Dépôt des offres

- Article 22 : Cachetage et marquage des offres
- Article 23 : Date et heure limite de dépôt des offres
- Article 24 : Offres hors délai
- Article 25 : Modification, substitution et retrait des offres

E. Ouverture des plis et évaluation des offres

- Article 26 : Ouverture des plis et recours
- Article 27 : Caractère confidentiel de la procédure
- Article 28 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage
- Article 29 : Conformité des offres
- Article 30 : Evaluation de l'offre technique
- Article 31 : Qualification du soumissionnaire



- Article 32 : Correction des erreurs
- Article 33 : Evaluation des offres au plan financier
- Article 34 : Comparaison des offres

F. Attribution du Marché

- Article 35 : Attribution
- Article 36 : Droit du Maître d'Ouvrage de déclarer un appel d'offres infructueux ou d'annuler une procédure
- Article 37 : Droit de modification des quantités lors de l'attribution du Marché
- Article 38 : Notification de l'attribution du marché
- Article 39 : Publication des résultats d'attribution du marché et recours
- Article 40 : Signature du marché
- Article 41 : Cautionnement définitif



REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES

A. GENERALITES

Article 1 : Portée de la soumission

1.1. Le Maître d'Ouvrage tel qu'il est défini dans le Règlement Particulier de l'Appel d'offres (RPAO), ci-après dénommé le "Maître d'Ouvrage", lance un appel d'offres en vue de l'obtention des Fournitures et Services connexes brièvement définis dans le RPAO et spécifiés dans le Descriptif de la Fourniture ainsi que le Bordereau des Quantités.

Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO.

Il y est fait ci-après référence sous le terme "les Fournitures".

1.2. Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit livrer les Fournitures dans le délai indiqué dans le RPAO, et qui court, sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer la livraison des fournitures ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.

1.3. Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, les termes "Maître d'Ouvrage" et "Maître d'Ouvrage Délégué" sont interchangeables et le terme "jour" désigne un jour calendaire.

Article 2 : Financement

La source de financement des fournitures objet du présent appel d'offres est précisée dans le RPAO.

Article 3 : Fraude et corruption

3.1. Le Maître d'Ouvrage exige des soumissionnaires et de ses cocontractants, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces marchés. En vertu de ce principe, le Maître d'Ouvrage :

a. Définit, aux fins de cette clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante :

i. Est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;

ii. Se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;

iii. "Pratiques collusoires" désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que le Maître d'Ouvrage en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ; et

iv. "Pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

b. Rejettera une proposition d'attribution si elle détermine que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution de ce marché.

3.2. Le Ministre des Marchés Publics, Autorité chargée des Marchés Publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (2) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

Article 4 : Candidats admis à concourir

4.1. Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à ~~seuls~~ les candidats retenus à l'issue de la procédure de pré-qualification.



4.2. En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les fournisseurs, sous réserve des dispositions ci-après :

a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement.

b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt s'il :

i. Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ; ou

ii. Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitants dans plus d'une offre.

c. Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.

d. Une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle peut démontrer qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) administrée selon les règles du droit commercial et (iii) n'est pas sous la tutelle ou l'autorité directe voire indirecte du Maître d'Ouvrage.

e. Pour soumissionner en ligne via COLEPS, le candidat ou soumissionnaire doit être enregistré sur ladite plateforme et disposer d'un certificat électronique valide.

Article 5 : Fournitures et Services connexes répondant aux critères d'origine

5.1. Toutes les fournitures et tous les services connexes faisant l'objet du présent marché devront provenir de pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO.

5.2. Aux fins de la présente clause, le terme « fournitures » désigne produits, matières premières, machines, équipements et installations industrielles; et le terme « services connexes » désigne notamment des services tels que l'assurance, l'installation, la formation et la maintenance initiale.

5.3. Le terme « provenir » qualifie le pays où les fournitures sont extraites, cultivées, produites, fabriquées ou transformées; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d'assemblage de composants, aboutit à l'obtention d'un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants.

Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

a. Soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire; et

b. Fournir toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré-qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré-qualification) demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché. Fournir toutes les informations (ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré-qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré-qualification demandée aux soumissionnaires afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché).

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

i. La production des bilans certifiés et chiffres d'affaires récents;

ii. Accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières;

iii. Les commandes acquises et les marchés attribués ;



iv. Les litiges en cours ;

v. La disponibilité du matériel indispensable.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs fournisseurs groupés (cotraitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

a. L'offre devra inclure tous les renseignements énumérés à l'Article 6.1 ci-dessus : Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;

b. L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;

c. La nature du groupement (conjoint ou solidaire comme cela est requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme

d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis du Maître d'ouvrage pour l'exécution du marché ;

e. En cas de groupement solidaire, les cotraitants se répartissent les sommes qui sont réglées par le Maître d'Ouvrage dans un compte unique; en revanche, chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage dans son propre compte, lorsqu'il s'agit d'un groupement conjoint.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais de livraison visés dans le RPAO.

B. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Article 7 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

7.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les fournitures faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des fournisseurs et précise les conditions du marché. Outre l'(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 9 du RGAO, il comprend les documents énumérés ci-après :

a. La lettre d'invitation à soumissionner (pour les appels d'offres restreints)

b. L'Avis d'Appel d'Offres (AAO)

c. Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)

d. Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)

e. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

f. Le Descriptif de la fourniture qui comprend :

- La liste des fournitures et services connexes,

- Les spécifications techniques.

g. Le cadre du Bordereau des prix unitaires

h. Le détail estimatif

i. Le sous-détail des prix unitaires

j. Le modèle de lettre de soumission

k. Le cadre de Bordereau des Prix et Quantités

l. Le modèle de caution de soumission

m. Le modèle de cautionnement définitif

n. Le modèle de caution de retenue de garantie

o. Modèle de marché

p. La liste des banques et organismes financiers de 1^{er} rang agréés par le ministre en charge des finances autorisés à émettre des cautions

7.2. Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards au dossier. Toute carence peut entraîner le rejet de son offre.



Article 8 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

8.1. Tout soumissionnaire désirent obtenir des éclaircissements sur le dossier d'appel d'offres peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse de l'Autorité Contractante indiquée dans les RPAO avec copie au Maître d'Ouvrage ou via COLEPS. Cependant, l'Autorité Contractante répondra par écrit ou par courrier électronique ou via COLEPS à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.

Une copie de la réponse du Maître d'Ouvrage, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'offres.

8.2. Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres y compris la phase de pré-qualification des candidats et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire qui s'estime lésé dans la procédure de passation des marchés publics peut introduire une requête auprès du Maître d'Ouvrage.

8.3. Le recours doit être adressé au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Président de la Commission ;

Il doit parvenir au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué au plus tard quatorze (14) jours avant la date d'ouverture des offres ;

8.4. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose de cinq (05) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

Article 9 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

9.1. Le Maître d'Ouvrage peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

9.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres, conformément à l'article 7.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié à tous les soumissionnaires qui ont acheté le Dossier d'Appel d'offres. Ces derniers accuseront réception de chacun des additifs au Maître d'Ouvrage par écrit ou via COLEPS.

9.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps, compte tenu de l'additif, pour la préparation de leurs offres, le Maître d'Ouvrage pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 23.2 du RGAO.

C. PREPARATION DES OFFRES

Article 10 : Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et le Maître d'Ouvrage n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Article 11 : Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tous documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et le Maître d'Ouvrage seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Article 12 : Documents constituant l'offre

12.1. L'offre présentée par le Soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO,



document remplis et regroupés en trois volumes :

a. Volume 1 : Dossier administratif

Il comprend :

i. Tous les documents attestant que le soumissionnaire:

- a souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
- a acquitté les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
- n'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
- n'est pas frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par la législation en vigueur.

ii. La caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 19 du RGAO ;

iii. La confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO ;

b. Volume 2 : Offre technique

b.1. Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères de qualification mentionnés à l'article 6.1 du RPAO.

b.2. Méthodologie propositions techniques

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment :

- une description détaillée des caractéristiques techniques, les performances, les marques, les modèles et les références des matériels proposés accompagnés de prospectus techniques conformément à l'article 17 du RGAO ;
- le calendrier, le planning et le délai de livraison des prestations ;

b.3. Les preuves d'acceptations des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées et signées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

1. Le Cahier des Clauses Administratives

Particulières (CCAP) ;

2. Les spécifications techniques

c. Volume 3 : Offre financière

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :

1. La soumission proprement dite, en original rédigé selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée

2. Le Bordereau des Prix Unitaires dûment rempli ;

3. Le Détail estimatif dûment rempli ;

4. Le Sous-Détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le dossier d'appel d'offres, sous réserve des dispositions de l'Article 19.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

12.2. Si, conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même appel d'offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un marché.

Article 13 : Prix de l'offre

13.1. Les prix seront indiqués comme requis dans les modèles de bordereaux des prix et de sous-détail des prix fournis en annexe.

Le fournisseur est libre, en indiquant le prix, de recourir à un sous-traitant en d'obtenir des prestations d'assurance en provenance de tout pays, sous réserve des conditions d'éligibilité liées à la convention de financement.



Les prix proposés dans les formulaires de sous détail des prix pour les fournitures et services connexes, seront présentés de la manière suivante :

i. Le prix des fournitures EXW (sortie usine, fabrique, magasin d'exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas), y compris tous les droits de douanes, taxes sur les ventes ou autres déjà payés ou à payer sur les composants ou matières premières utilisés dans la fabrication ou l'assemblage des fournitures ;

ii. Les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues si le Marché est attribué ;

iii. Le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du Projet) spécifiée dans le RPAO.

13.2. Les prix offerts par le Soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché et ne pourront varier en aucune manière, sauf disposition contraire du RPAO. Sauf disposition contraire du CCAP, Une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de l'article 29.3 du RGAO.

13.3. Au cas où l'appel d'offres comprend plusieurs lots, les prix indiqués pour un lot donné devront correspondre à la totalité des articles de ce lot, et à la totalité de la quantité indiquée pour chaque article. Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un marché spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots ou à chaque marché du groupe de lots, à la condition que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.

Article 14 : Monnaies de l'offre

Les prix seront libellés en francs CFA.

Article 15 : Documents attestant l'admissibilité du Soumissionnaire

Le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, des documents attestant qu'il satisfait aux dispositions de l'article 4 du RGAO.

Article 16 : Documents attestant l'admissibilité des fournitures

16.1. En application des dispositions de l'article 5 du RGAO, le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, les documents attestant que l'ensemble des fournitures et services qu'il se propose de fournir en exécution du Marché satisfont aux critères de provenance.

16.2. Ces documents consisteront en une déclaration sur le pays d'origine des fournitures et services proposés dans le Bordereau des prix, déclaration à confirmer par un certificat d'origine délivré au moment de l'embarquement.

Article 17 : Documents attestant de la conformité des fournitures

17.1. Pour établir la conformité des fournitures et Services connexes au Dossier d'Appel d'Offre, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les fournitures se conforment aux spécifications techniques et normes spécifiées dans le Descriptif de la Fourniture.

17.2. Ces preuves peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des fournitures et services connexes, démontrant qu'ils correspondent pour l'essentiel aux spécifications et, le cas échéant une liste des divergences et réserves par rapport aux dispositions du Descriptif de la Fourniture.

17.3. Le Soumissionnaire fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d'approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces de rechange, outils spéciaux, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des fournitures depuis le début de leur utilisation par le Maître d'Ouvrage et pendant la période précisée au RPAO.

17.4. Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros



de catalogue spécifiés par le Maître d'Ouvrage sur le Bordereau des quantités, calendrier de livraison, et spécifications techniques ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif.

Le Soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction du Maître d'Ouvrage que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications du Bordereau des prix et les spécifications techniques.

Article 18 : Documents attestant la qualification du Soumissionnaire

Les documents attestant que le Soumissionnaire est qualifié pour exécuter le Marché si son offre est acceptée établiront, à la satisfaction du Maître d'Ouvrage :

- a. Si le RPAO le stipule, que, dans le cas d'un Soumissionnaire offrant de livrer en exécution du Marché des fournitures qu'il ne fabrique ni ne produit par ailleurs, ledit soumissionnaire est dûment autorisé par le fabricant de ces fournitures à les livrer au Cameroun ;
- b. Que le Soumissionnaire a la capacité financière, technique et de production nécessaire pour exécuter le Marché ;
- c. Que, dans le cas où le Soumissionnaire correspondant n'exerce pas d'activité au Cameroun, il y est ou sera (si le Marché lui est attribué) représenté par un Agent doté des moyens et des capacités voulus pour assurer les tâches de maintenance, de réparation et de stockage de pièces de rechange aux obligations spécifiées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières et/ou les Spécifications techniques ;
- d. Que le soumissionnaire jouit d'une expérience pertinente pour des prestations similaires à celles prévues au DAO.

Article 19 : Caution de soumission

19.1. En application de l'article 12 du RGAO, le Soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.

19.2. La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'offres; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable du Maître de l'Ouvrage. La Caution de Soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite originale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par le Maître d'Ouvrage et acceptée par le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 20.2 du RGAO.

19.3. Toute offre non accompagnée d'une Caution de Soumission acceptable sera rejetée par le Maître d'Ouvrage comme non conforme. La Caution de Soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre et mentionner chacun des membres du groupement.

19.4. Les Cautions de Soumission des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours, après la publication du résultat de l'attribution.

19.5. La Caution de Soumission de l'attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le marché et fourni le Cautionnement définitif requis.

19.6. La caution de soumission peut être saisie :

a. Si le Soumissionnaire :

- i. Retire son offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans son offre ; ou
- ii. N'accepte pas la correction des erreurs en application de l'article 32 du RGAO ; ou

b. Si le Soumissionnaire retenu :

- i. Manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 39 du RGAO ; ou
- ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 40 du RGAO.



Article 20 : Délai de validité des offres

20.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par le Maître d'Ouvrage, en application de l'article 23 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué comme non conforme.

20.2. Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'Ouvrage peut solliciter le consentement du Soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 19 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission. Un Soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

20.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que le Maître d'Ouvrage adressera au(x) soumissionnaire(s). La demande du Maître d'Ouvrage devra inclure une forme de révision des prix. La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des prestations au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation.

Article 21 : Forme, format et signature de l'offre

Pour la soumission hors ligne :

21.1. Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à l'Article 12 du RGAO, en un volume portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le Soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

21.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'Article 6.1 (a) ou 6.2 (c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

21.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de l'offre.

Pour la soumission en ligne,

21.4. L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD doit être déposée dans les services du MO/MOD ou AC concerné sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis.

21.5. Les offres, accompagnées des pièces et documents exigés, sont rassemblées dans des fichiers électroniques et regroupées suivant leur nature administrative, technique et financière. Toutefois, s'agissant des pièces administratives elles sont introduites dans COLEPS par les structures émettrices.

21.6. Les formats de fichiers choisis pour le dépôt des offres via COLEPS doivent être des formats courants dont l'usage est répandu dans le secteur professionnel comprenant



les opérateurs susceptibles d'être intéressés par la consultation, pour une meilleure exploitation.

21.7. Les documents et pièces transmis dans la plateforme COLEPS sont revêtus d'une signature électronique à travers l'usage du certificat.

33d. Dépôt des offres

Article 22 : Cachetage et marquage des offres

22.1. Le Soumissionnaire placera l'original et les copies des documents constitutifs de l'offre dans deux enveloppes séparées et scellées portant la mention «ORIGINAL» et «COPIE», selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être scellée, mais qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du soumissionnaire.

22.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

a. Seront adressées au Maître d'Ouvrage à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;

b. Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO, et la mention "A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement".

22.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du soumissionnaire de façon à permettre au Maître d'Ouvrage de renvoyer l'offre scellée si elle n'a pas été ouverte.

22.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué à l'article 22.2 susvisé, le Maître d'Ouvrage ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

22.5 Dans le cadre de la soumission en ligne, l'offre à fournir par le soumissionnaire comprend trois fichiers électroniques correspondant aux trois volumes administratif, technique et financier.

22.6. Chaque fichier doit explicitement porter un nom qui renvoie à la nature de son contenu (Offre Administrative, Offre Technique, Offre Financière).

22.7 Parallèlement à l'envoi électronique, les soumissionnaires doivent faire parvenir à l'Autorité Contractante ou au MO/MOD dans les mêmes délais impartis, une copie de sauvegarde de leur offre sur support physique électronique (CD, DVD, Clé USB...). Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'Autorité Contractante ou le MO/MOD. Ce pli, fermé, doit porter la mention « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, ainsi que les références de la consultation.

22.8 Les éléments constitutifs de l'Offre en ligne ou hors ligne du soumissionnaire doivent être les mêmes pour une consultation donnée.

Article 23 : Date et heure limite de dépôt des offres

23.1. Les offres doivent être reçues par le Maître d'Ouvrage à l'adresse spécifiée à l'article 22.2

(a) du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

23.2. Le Maître d'Ouvrage peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 9 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d'Ouvrage et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la date limite.

23.2 La date et l'heure de réception des soumissions en ligne sont automatiquement enregistrées par la plateforme de dématérialisation à travers un mécanisme d'horodatage. Seules la date et l'heure de COLEPS font foi.



23.3. Pour l'horodatage, le fuseau horaire de référence est l'heure locale (GMT/UTC + 1). Cette heure est visible sur la page de soumission.

23.4. L'Autorité Contractante peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 9 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l'Autorité Contractante et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

23.5 Les offres transmises par voie électronique donnent lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception ainsi que les références de la consultation.

Article 23 bis: Mode de soumission

Trois modes de soumissions sont possibles :

- En ligne (online) : seules les soumissions en ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
- Hors ligne (offline) : seules les soumissions hors ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
- En ligne ou hors ligne (on/offline). Les deux modes de soumission sont possibles. Toutefois, il n'est pas possible de soumissionner en ligne et hors ligne pour une même consultation.

Le mode de soumission retenu est précisé dans le RPAO.

NB : Au moment de la soumission en ligne, les plis des soumissionnaires sont automatiquement chiffrés ou cryptés c'est-à-dire que leur contenu est rendu illisible.

Article 24 : Offres hors délai

Toute offre parvenue au Maître d'Ouvrage après la date et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Article 23 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.

Article 25 : Modification, substitution et retrait des offres

Pour les soumissions hors ligne,

25.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par le Maître d'Ouvrage avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 21.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».

25.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 22 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

25.3. Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 25.1



leur seront envoyées sans avoir été ouvertes.

25.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Le retrait de son offre par un Soumissionnaire pendant cet intervalle peut entraîner la confiscation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 19.6 du RGAO.

Pour les soumissions en ligne,

24.5 Plusieurs offres peuvent valablement être transmises par un même soumissionnaire avant la date et l'heure limite de réception des offres. Dans ce cas, seule la dernière arrivée et sa copie de sauvegarde correspondante le cas échéant, sera prise en compte lors de l'évaluation, les autres copies de sauvegarde éventuelles devant être retournées sans être ouvertes.

24.6 La modification, le remplacement ou le retrait de la copie de sauvegarde se fait conformément aux dispositions de l'article 24 alinéas 1 à 4.

E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES

Article 26 : Ouverture des plis et recours

26.0 Préalablement à l'ouverture des plis, les offres déposées par voie électronique sont déchiffrées par l'autorité contractante. Le déchiffrement consiste à rendre les offres lisibles et accessibles uniquement pour la Commission de passation des Marchés.

26.1. La Commission de Passation des Marchés compétente procédera à l'ouverture des plis en un ou deux temps et en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquée dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

26.2. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre ou la copie de sauvegarde correspondante sera retournée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ou la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre ou copie de sauvegarde de Remplacement » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente qui sera retournée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte.

Le remplacement d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres ou les copies de sauvegarde qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.



26.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais [en cas d'ouverture des offres financières] et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que le Maître d'Ouvrage peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

26.4. Les offres ou les copies de sauvegarde (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du RGAO) qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.

26.5. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence est remise à tous les participants à la fin de la séance.

26.6. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'ARMP, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.

26.7. En cas de recours, tel que prévu par le Code des Marchés Publics, il doit être adressé à l'autorité chargée des marchés publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué. Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des marchés.

L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

26.8. L'ouverture des plis transmis par voie électronique et ceux présentés sur support papier se fait au cours de la même séance. L'ouverture et l'examen des offres transmises par voie électronique sont soumis aux règles applicables au traitement des offres physiques.

Article 27 : Caractère confidentiel de la procédure

27.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, et à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique.

27.2. Toute tentative faite par un Soumissionnaire pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la Sous-commission d'analyse dans l'évaluation des offres ou le Maître d'Ouvrage dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

27.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 27.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un Soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d'Ouvrage pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Article 28 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage

28.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, la Commission de Passation des Marchés peut, si elle le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit ou via COLEPS, mais aucun changement de montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour



confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la sous-commission d'analyse lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'Article 32 du RGAO.

28.2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

Article 29 : Conformité des offres

29.1. La Sous-commission d'analyse procédera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

29.2. La sous-commission d'analyse déterminera, si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.

29.3. Une offre conforme pour l'essentiel est une offre conforme à toutes les stipulations, spécifications et conditions du Dossier d'appel d'offres, sans divergence, réserve ou omission substantielles. Les divergences ou omission substantielles sont celles :

a. Qui limitent de manière substantielle la portée, la qualité ou les performances des Fournitures et Services connexes spécifiés dans le Marché ; ou

b. Qui limitent, d'une manière substantielle et non conforme au Dossier d'appel d'offres, les droits du Maître d'Ouvrage ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ; ou

c. Dont l'acceptation serait préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l'essentiel.

29.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

29.5. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du dossier d'appel d'offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

Article 30 : Evaluation de l'offre technique

30.1. La Sous-commission d'Analyse examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RPAO et le CCAP ont été acceptées par le Soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle.

30.2. La Sous-commission d'Analyse évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 17 du RGAO afin de s'assurer que toutes les stipulations du Bordereau des prix, du calendrier de livraison et du Descriptif de la Fourniture (Spécifications techniques, Plans, Inspections et Essais), sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.

30.3. Si, après l'examen des termes et conditions de l'appel d'offres et l'évaluation technique, la sous-commission d'analyse établit que l'offre n'est pas conforme pour l'essentiel en application de la clause 29 du RGAO, elle proposera à la commission de Passation des marchés d'écartier l'offre en question.

Article 31 : Qualification du soumissionnaire

La Sous-Commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, satisfait aux critères de qualification stipulés à l'article 6 du RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

Article 32 : Correction des erreurs

32.1. La Sous-commission d'Analyse vérifiera les offres reçues et les offrera conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La Sous-commission d'Analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix



unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;

b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;

c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

32.2. Le montant figurant dans la soumission sera corrigé par la Sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

32.3. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disant, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

Article 33 : Evaluation des offres au plan financier

33.1. La Sous-commission d'Analyse procédera à l'évaluation et à la comparaison des offres dont il aura déterminé au préalable qu'elles répondent pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, au sens des articles 29, 30 et 31 du RGAO, comme indiqué ci-après.

33.2. Pour cette évaluation, la Sous-commission d'Analyse prendra en compte les éléments ci-après :

a. Le prix de l'offre, indiqué suivant les dispositions de la clause 13 du RGAO ;

b. Les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de l'article 32 du RGAO ;

c. Les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de l'alinéa 13.4 du RGAO ;

33.3. Pour évaluer le montant de l'offre, la Sous-Commission d'Analyse peut devoir prendre également en considération des facteurs autres que le prix de l'offre, dont les caractéristiques, la performance des fournitures et services connexes et leurs conditions d'achat.

Les facteurs retenus et précisés dans le RPAO, le cas échéant, seront exprimés en termes monétaires de manière à faciliter la comparaison des offres.

Article 34 : Comparaison des offres

La Sous-commission d'Analyse comparera toutes les offres substantiellement conformes pour déterminer l'offre évaluée la moins-disante, en application de la clause 334 du RGAO.

F. ATTRIBUTION DU MARCHE

Article 35 : Attribution

35.1. Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

35.2. Si l'appel d'offres porte sur plusieurs lots, l'offre la moins-disante sera déterminée en évaluant ce marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les rabais offerts par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot, ainsi que de leur plan de charges au moment de l'attribution.

Article 36 : Droit du Maître d'Ouvrage de déclarer un appel d'offres infructueux ou d'annuler une procédure



Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'annuler une procédure d'Appel d'Offres (après autorisation du Premier Ministre lorsque les offres ont été ouvertes) ou de déclarer un appel d'offres infructueux après avis de la commission des marchés compétente, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Article 37 : Droit de modification des quantités lors de l'attribution du Marché

Le Maître d'Ouvrage, lors de l'attribution du Marché, se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer, d'un pourcentage ne dépassant pas 15%, la quantité des fournitures et des services initialement spécifiée dans le Bordereau des quantités, sans changement de prix unitaires ou d'autres termes et conditions.

Article 38 : Notification de l'attribution du marché

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, le Maître d'Ouvrage notifiera à l'attributaire du Marché par télécopie confirmée par lettre recommandée, que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'Ouvrage paiera au fournisseur au titre de l'exécution du marché et le délai d'exécution.

Article 39 : Publication des résultats d'attribution du marché et recours

39.1. Le Maître d'Ouvrage communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'observateur indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres notamment dans COLEPS.

39.2. Le Maître d'Ouvrage est tenu de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.

39.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

39.4. En cas de recours, il doit être adressé à l'autorité chargée des marchés publics, avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué et au Président de la Commission.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

Article 40 : Signature du marché

40.1. Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés des Approvisionnements Généraux et des Etudes (et à la Commission Spécialisée de Contrôle des Marchés compétente, le cas échéant) pour adoption.

40.2. Le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du marché à compter de la date de réception du projet de marché adopté par la commission des marchés compétente et souscrit par l'attributaire.

40.3. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date de sa signature.

Article 41 : Cautionnement définitif

41.1. Dans les vingt-(20) jours suivant la notification du marché par le Maître d'Ouvrage, le cocontractant fournira au Maître de l'Ouvrage un Cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.

41.2. Le cautionnement peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et enise au profit du Maître d'Ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.

41.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément



aux textes en vigueur.

41.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation pure et simple du marché.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

MINISTRY OF PUBLIC CONTRACTS

**MAÎTRE D'OUVRAGE : MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA
REPUBLIQUE CHARGE DES MARCHES PUBLICS**

FINANCEMENT: BUDGET MINMAP – EXERCICE- 2019

IMPUTATION : 53 10 717 01 3900006102

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°... *DDA*/AONO /PR/MINMAP/CIPM /2019

**RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE
POUR LE COMPTE DU MINISTERE DES MARCHES PUBLICS**

Pièce n°3:

**REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES
(RPAO)**



Règlement Particulier de l'Appel d'Offres

Les renseignements et les données qui suivent pour l'acquisition des fournitures devront compléter ou préciser les clauses du Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO). En cas de divergence, les dispositions ci-après prévaudront sur les clauses du RGAO.

Généralités	
1.	<p>Objet du Dossier d'Appel d'Offres : Acquisition du matériel informatique, pour le Ministère des Marchés Publics de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ 30 Ordinateurs de bureau complet ➤ 120 Ordinateurs portables ➤ 02 Serveur ➤ 02 licences fortinet D300 2 ans ➤ 06 Switch <p>Selon les caractéristiques contenues dans le descriptif des fournitures.</p>
1.1.	<p>Nom et adresse du Maître d'Ouvrage : Monsieur le Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics</p> <p>Référence du Dossier d'Appel d'Offres: N° 006/AONO/PR/MINMAP/CIPM/2019 27. JUIN 2019 pour l'acquisition du matériel informatique, pour le Ministère des Marchés Publics.</p>
1.2.	<p>Délai de livraison : Le délai maximum de livraison prévu par le Maître d'Ouvrage est de : trente (30) jours,</p> <p>Lieu de livraison : Les fournitures seront livrées au Ministère des Marchés Publics.</p>
1.3.	<p>Participation : La participation au présent appel d'offres est ouverte aux sociétés et entreprises de droit Camerounais, spécialisées dans la fourniture du matériel informatique et d'une expérience avérée dans la fourniture dudit matériel.</p>
1.4.	<p>financement : Budget 2019 du MINMAP, Imputation : 53 10 717 01 390006102</p>
1.5.	<p>Critères de provenance des fournitures : équipements d'origine</p>
1.6.	<p>Pièces Constitutives du Dossier d'Appel d'Offres Les documents faisant partie du présent appel d'offres se composent comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> Pièce N° 1 - Avis d'Appel à Offres(AAO) ; Pièce N° 2 - Règlement Général de l'appel d'offres(RGAO); Pièce N° 3 - Règlement Particulier de l'Appel d'Offres(RPAO); Pièce N° 4 - Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ; Pièce N° 5 - Descriptif des Fournitures (DF) ; Pièce N° 6 - Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ; Pièce N° 7 - Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) ; Pièce N° 8 - Sous Détail des Prix(SDP) ; Pièce N° 9 - Modèles des pièces ; Pièce N° 10 - Modèle de Marché ; Pièce N° 11 - Liste des établissements bancaires et organismes financiers. Pièces N°12 : Grille d'Evaluation
1.7.	<p>Date et heure limites de dépôt des offres 23. JUL. 2019 13 Heures</p>



1.8 **12 3 JUIL 2019** Ouverture des offres : L'ouverture des offres se fera en un temps, le 14 heures par la Commission Interne de Passation sise au 2ème étage du Bâtiment A abritant les services du Ministère des Marchés Publics.

Principaux critères éliminatoires :

Critères éliminatoires :

Les offres ne satisfaisant pas aux critères ci-après seront automatiquement éliminées :

- 1- Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif 48h après l'ouverture;
- 2- Absence de la caution de soumission à l'ouverture
- 3- Fausses déclarations ou pièces falsifiées;
- 4- Non-conformité aux spécifications techniques du DAO ;
- 5- Absence d'un prix unitaire quantifié ;
- 6- Absence de prospectus originaux en couleur avec description détaillée des fournitures proposées ;
- 7- Absence de l'agrément du fabricant ou de l'autorisation du fournisseur agréé (pour les ordinateurs, les onduleurs, les imprimantes) et de l'attestation de conformité des licences ;
- 8- Non satisfaction d'au moins six (06) des huit (08) critères essentiels.

Critères essentiels :

La notation des critères essentiels ci-après se fera suivant le mode binaire en attribuant à chaque critère la valeur positive (oui) ou la valeur négative (non) :

N°	CRITERES D'EVALUATION DES FOURNITURES	(OUI)	(NON)
1	Présentation de l'offre : respect de l'ordre des agencements des pièces et chaque offre séparée par des intercalaires de couleur.		
2	avoir réalisé au moins deux marchés de fourniture de matériel informatique pour un cumul de 100 000 000 (cent millions) ces cinq dernières années (2014-2018) première et dernière page du Marché enregistré, assorti du PV de réception		
3	Garantie : Délai de garantie du matériel supérieur ou égal à six (06) mois;		
4	Service après-vente (assurer la disponibilité des pièces de rechange et disposer du personnel technique nécessaire pour l'installation et la maintenance);		
5	Capacité financière d'un montant au moins égal à 80% du montant lu de l'offre financière;		
6	Chiffre d'affaire de l'exercice 2018 supérieur ou égal à 100 000 000 (cent millions) FCFA ;		



7	planning et délai de livraison inférieur ou égale à 30 jours		
8	Condition d'acceptation des clauses du marché : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et descriptif des fournitures paraphés, daté et signés à la dernière page.		

NB: Seuls les soumissionnaires qui auront satisfaits à sept (07) des huit (08) critères essentiels seront jugés techniquement qualifiés et admis à l'analyse financière.

2.1 Evaluation des offres financières :

La sous-commission d'analyse vérifiera si les offres financières sont conformes et complètes. Elle procédera en outre à la vérification des opérations de calculs et des erreurs éventuelles y afférentes.

La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous-commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;

b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous-totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;

c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettre et en chiffre, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

Le montant figurant dans la soumission sera corrigé par la Sous-Commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

Si le soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections

apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

L'absence d'un prix du bordereau des Prix Unitaires constitue un critère éliminatoire.

2.2. Langue de l'offre : français ou anglais

Présentation des offres

Les offres seront présentées en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, dans une (01) enveloppe fermée et scellée ne comportant ni cachet, ni indication sur l'identité du soumissionnaire et portant la mention :

« DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

**N° ~~17~~ AONO/PR/MINMAP/CIPM/2019 du
RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE**



**POUR LE MINISTRE DE MARCHES PUBLICS»
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »**

3. Chaque offre comportera trois (03) enveloppes :
- enveloppe 1 (pièces administratives) ;
 - enveloppe 2 (offre technique) ;
 - enveloppe 3 (offre financière).

Enveloppe A – Volume 1. : Dossier Administratif

Le dossier administratif **qui sera produit en original ou copies certifiées par les administrations compétentes** contiendra les pièces suivantes :

- i. La déclaration d'intention de soumissionner timbrée (suivant modèle joint) et signé ;
- ii. L'accord de groupement le cas échéant ;
- iii. Le pouvoir de signature le cas échéant ;
- iv. Une attestation de non faillite établie par le Tribunal de 1^{ère} Instance du lieu de résidence du soumissionnaire datant de moins de trois (03) mois précédant la date de remise des offres ;
- v. Une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère en charge des Finances ;
- vi. Une caution de soumission d'un montant de **3 200 000** (trois millions deux cent mille) francs CFA.
- vii. Une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par le Directeur Général de l'ARMP ;
- viii. Une attestation de non redevance fiscale;
- ix. Une attestation pour soumission CNPS
- x. Une lettre d'engagement de livrer les prestations dans les délais
- xi. Une quittance d'achat du DAO d'un montant égal à **125 000FCFA**

En cas de groupement seul le mandataire du groupement devra présenter les pièces v et vi du dossier administratif.

Enveloppe B – Volume 2 : Offre Technique

b.1 Expérience du Fournisseur : (la preuve d'avoir déjà exécuté au moins deux marchés de fourniture de matériel informatique pour un cumul de 100 000 000 (cent millions) ces cinq dernières années (2014-2018) ; copie du marché ou lettre commande première et dernière page, PV de réception certifiant la bonne exécution de ce marché) ;

b.2 Proposition technique avec prospectus

NB : La description de chaque matériel (préciser les quantités à livrer et les tailles) à fournir illustrée par des prospectus (photos en couleur) et des fiches techniques du matériel.

L'authentification des caractéristiques portera sur les éléments des fiches techniques du matériel et non sur le tableau de conformité.

Le descriptif des fournitures est détaillé dans la pièce n°4 (DF)

b.3 Attestation de Garantie des fournitures à livrer d'au moins six (06) mois

b.4 Attestation du Service Après-Vente ;

- Attestation de disponibilité des pièces de rechange



- personnel technique nécessaire pour l'installation et la maintenance : technicien informatique Bacc+2

b.5. Délai et planning de livraison : trente (30) jours,

b.6. Capacité financière d'un montant au moins égal à égal à 80% du montant lu de L'offre financière;

b.7 Agrément ou autorisation du fabricant pour les ordinateurs, les imprimantes, les onduleurs,

b.8 Les preuves d'acceptations des conditions du marché :

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées et signées sur la dernière page des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

- ii Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- iii. Le Descriptif des Fournitures (DF).

Enveloppe C. Volume 3 : Offre financière

Elle regroupe tous les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :

c1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée ;

c2. Le cadre du Bordereau des prix unitaires dûment rempli ;

c3. Le cadre du Détail estimatif dûment rempli ;

c4. Le Sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires ;

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le dossier d'appel d'offres.

NB : Les différentes parties d'un même dossier doivent obligatoirement être séparées par les intercalaires de couleur aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.

Prix de l'offre

4.1 les variantes ne sont pas acceptables

4.2. Les prix du marché ne sont pas révisables.

Préparation et dépôt des offres

5.1. Période de validité des offres :

La période de validité des offres est de 90 jours à partir de la date limite de dépôt des offres.

5.2. Nombre de copies de l'offre qui doivent être remplies et envoyées : un (01) original et six (06) copies marquées comme tels.

5.3. Adresse du Maître d'ouvrage à utiliser pour l'envoi des offres : Ministère des Marchés Publics, Direction des Affaires Générales (Service des Marchés)

Attribution du marché

6 Le Maître d'ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

6.1 **ECLAIRCISSEMENTS ET MODIFICATIFS AUX DOCUMENTS DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Les soumissionnaires peuvent demander des renseignements concernant les documents de la consultation. Le cas échéant, ils devront s'en référer



par écrit au Maître d' Ouvrage, en vue d'obtenir les précisions souhaitées, avant le dépôt de leurs offres. Le Maître d'Ouvrage y répondra par écrit avant les quatorze (14) jours qui précèdent la date limite de dépôt des offres.

ETABLISSEMENT DU MONTANT DE L'OFFRE

L'établissement des prix par le soumissionnaire est réputé avoir été fait sur la base de la parfaite connaissance des droits, impôts et taxes en vigueur en République du Cameroun et applicables aux Marchés Publics.

Le montant de l'offre fera apparaître le montant hors taxes, le montant de la taxe sur la valeur ajoutée, et le montant Toutes Taxes Comprises en francs CFA.

Le soumissionnaire devra remplir en lettres et en chiffres, les prix du bordereau des prix unitaires, les porter dans le cadre du détail estimatif et les multiplier par les quantités indiquées, de façon à obtenir le montant total de son offre.

Sous peine de rejet, le bordereau des prix unitaires devra être obligatoirement complet. Les éventuelles erreurs de calcul seront redressées par la sous-commission d'analyse des offres et le montant sera révisé si nécessaire, sans que cela ne donne lieu à quelque réclamation que ce soit par le soumissionnaire.

SIGNATURE ET PRESENTATION DES OFFRES

Signature des Offres

Toutes les signatures et initiales nécessaires à la remise de l'offre et indiquées dans cet article seront apposées par le soumissionnaire lui-même ou son représentant dûment mandaté.

Dans le cas où l'offre est faite par un groupement d'entreprises, chaque membre du groupement ou son mandataire sera tenu de signer ou parapher les documents de l'offre, de façon qu'il en résulte une offre conjointe ou solidaire. Ce groupement indiquera le mandataire commun habilité à recevoir les Ordres de Service et à représenter le groupement pour toute transaction relative au présent Appel d'Offres et au marché subséquent.

Le Maître d'ouvrage pourra modifier (augmenter ou diminuer jusqu'à 15%), en tant que de besoin, les quantités à livrer, avant la souscription du marché par l'adjudicataire.

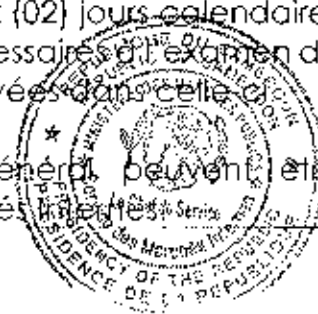
VERIFICATION DES OFFRES

Le Maître d'Ouvrage se réserve un délai nécessaire pour la vérification des offres et pour faire son choix. Il rectifiera éventuellement, comme indiqué à l'article 11. Si l'attributaire provisoire n'accepte pas cette correction, son offre sera rejetée et sa caution de soumission pourrait être saisie dans ce cas.

16-2 Sur la demande du Président la commission d'analyse des offres, le soumissionnaire devra fournir par écrit, dans les deux (02) jours calendaires suivant cette demande tous les renseignements nécessaires à l'examen de son offre ou concernant les omissions ou erreurs relevées dans celle-ci.

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires d'ordre général peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publiques.



SOUSCRIPTION DU PROJET DE MARCHÉ

Un délai de trois (03) jours calendaires, à compter de la date de décharge du projet de marché par l'attributaire, est accordé à ce dernier en vue de souscrire ledit marché, aux étapes d'examen par la CIPM du MINMAP ou de signature par le Maître d'Ouvrage. Passé ce délai, l'intéressé est passible de la rétention de sa caution de soumission. Au-delà de quinze (15) jours de retard, le Maître d'Ouvrage pourra annuler l'attribution du marché concerné.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRÉSIDENTE DE LA REPUBLIQUE

MINISTRE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

MINISTRY OF PUBLIC CONTRACTS

**MAÎTRE D'OUVRAGE : MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA
REPUBLIQUE CHARGE DES MARCHES PUBLICS**

FINANCEMENT : BUDGET MINMAP – EXERCICE- 2019

IMPUTATION : 53 10 717 01 3900006102

DOSSIER DE D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°/AONO /PR/MINMAP/CIPM /2019

**RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE
POUR LE COMPTE DU MINISTRE DES MARCHES PUBLICS**

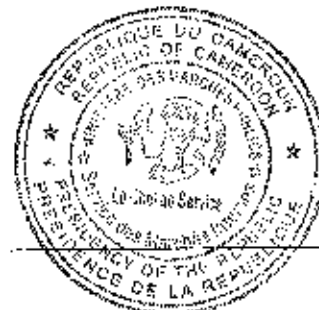
Pièce N° 4 :

DESCRIPTIF DES FOURNITURES



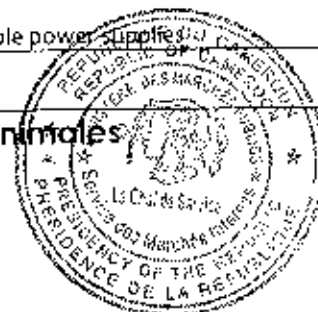
Acquisition de divers matériels informatiques :

DÉSIGNATION	QUANTITE	CARACTÉRISTIQUES (MINIMALES)
Ordinateur de bureau complet	30	<p>1/ Unité Centrale HP</p> <ul style="list-style-type: none"> • Processeur Intel Core i5-7500, fréquence cpu : ≥ 2.8 GHz technologie ≥ 3.8GHZ • Nombre de cœur ≥ 4 cœurs • Mémoire RAM ≥ 4 Go installé • Disque dur ≥ 1To SATA 7200Tr/min • Type d'interface : SATA • Lecteur de carte SD : Oui • Carte graphique intégrée • Graveur DVD multi-formats • Interface vidéo VGA, HDMI • ports USB ≥ 4 arrière et ≥ 2 ports USB avant • Ethernet, • Alimentation de ≥ 200 Watts • Wifi • Système Windows 10 Professionnel pré-installé + Licence • Microsoft office pro 2016 pré-installé + licence • Antivirus 1 an • Moniteur TFT ≥ 20" • Clavier AZRTY laser USB • Souris optique • Haut parleur+ carte son intégré <p>2/ Onduleur</p> <ul style="list-style-type: none"> • Capacité de puissance ≥ 800 VA • ≥ 6 prises électriques, • ≥ 3 prises ondulées et protégées en surtension + 3 prises uniquement protégées en surtension • Protection d'entrée avec disjoncteur réarmable • Fréquence 50-60 Hz (auto détection) • Batterie remplaçable avec autonomie de ≥ 50 mn <p>3/ Parasurtenseur</p> <ul style="list-style-type: none"> • ≥ 5 connecteurs électriques en sortie (avec terre) au format prise Française • Protection contre les surtensions (secteur ou foudre) • Courant de sortie : ≥ 10 A • Indicateur de fonctionnement, disjoncteur réarmable • Interrupteur centralisé • Câble d'alimentation ≥ 2m • Tension d'entrée ≥ 230 V • Parasurtenseur oui <p>4/ Imprimante</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fonctions : impression, copie, numérisation • Technologie d'impression : Laser Jet monochrome • Format d'impression : max A4 • Chargeur automatique de documents • Vitesse d'impression : ≥ 28 ppm • Résolution d'impression 1200 x 1200 ppp • Volume mensuel recommandé : 250 à 2500 pages • Processeur ≥ 800 MHZ • Mémoire ≥ 250 MO • Fonction recto/verso : oui automatique • Réseau : oui Ethernet RJ45 • 1 Ports 2.0 haut débit • Impression ePrint • Photocopieur : Oui



		<ul style="list-style-type: none"> • Résolution Copies $\geq 600 \times 600$ ppp • Format de numérisation PDF, JPG
Ordinateur portable	120	<ul style="list-style-type: none"> • Processeur Intel Core \geq i5-8250U, 1.6 GHz technologies Turbo \geq 3.4 GHz • ≥ 8 Go de mémoire RAM • Disque dur ≥ 1 To avec 5400 tr/min • Taille écran : $\geq 15.6''$ HD Anti-reflet • Carte graphique : GeForce 930MX ≥ 2GB • Carte réseau : LAN RJ-45 • Caméra oui • Communication sans fil : Intel sans fil 802.11a/b/g/n/ac -Bluetooth 4.2, Ethernet Gigabit • batterie : type lithium-polymère ≥ 40 Wh • Graveur DVD • Interfaces : ≥ 2 ports USB, port HDMI, VGA et prise combo casque/microphone • Adaptateur secteur : sortie ≥ 40 W (120/230 V, 50/60 Hz) • Son haut-parleur stéréo, microphone réducteur de bruit • Système Windows 10 Professionnel pré-installé + Licence • Microsoft office 2016 PME • Antivirus 1 an • Sac oui
Serveur	02	<ul style="list-style-type: none"> • Format : 1U • Microprocesseur : Intel Xeon, série ≥ 4000 - ≥ 2.1 GHz • Mémoire cache : ≥ 10 Mo L3 • Nombre total de cœur : ≥ 8 • Nombre de processeur installé : ≥ 01 • Nombre max de processeur : ≥ 02 • Mémoire RAM : ≥ 16 Go DDR4, • Capacité mémoire max : ≥ 384 Go • Disque dur ≥ 3 Disque dur de 1 To SATA 7200 tr/min • Contrôleur de stockage : smart array P400ar avec FBWC ≥ 2 GB • Lecteur optique : DVD-RW SATA • Carte réseau : 4Xrj-45 Gigabit Ethernet • Alimentation : kit HPE - 500W • Ventilation : ≥ 5 ventilateurs redondants
Switch	06	<ul style="list-style-type: none"> • 24 Gigabit Ethernet ports with line-rate forwarding performance • 4 fixed 1 Gigabit Ethernet Small Form-Factor Pluggable (SFP) uplinks or 2 fixed 10 Gigabit Ethernet SFP+ uplinks • PoE+ support with a power budget of up to 740W and Perpetual PoE • Device management with web UI, over-the-air access via Bluetooth, Command-Line Interface (CLI), Simple Network Management Protocol (SNMP), and RJ-45 or USB console access • Network management, Network Plug and Play • Stacking with FlexStack-Plus and FlexStack-Extended • Layer 3 features with routed access (Open Shortest Path First [OSPF]), static routing, and Routing Information Protocol (RIP) • Visibility with Domain Name System as an Authoritative Source (DNS-AS) and Full (Flexible) NetFlow • Security with 802.1X, Serial Port Analyzer (SPAN) and Bridge Protocol Data Unit (BPDU) Guard • Reliability with higher Mean Time Between Failures (MTBF) and Enhanced Limited Lifetime (E-LLW) • Resiliency with optional dual field-replaceable power supplies
Licence fortinet 300D 2ans	02	Licence fortinet 300D 2ans

NB : - Les caractéristiques des équipements définies sont minimales
- Les équipements doivent être testés à la livraison



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

MINISTRY OF PUBLIC CONTRACTS

**MAÎTRE D'OUVRAGE : MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE CHARGE DES
MARCHES PUBLICS**

FINANCEMENT : BUDGET MINMAP – EXERCICE- 2019

IMPUTATION : 53 10 717 01 3900006102

DOSSIER DE D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°...006.../AONO /PR/MINMAP/ CIPM /2019

**RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE
POUR LE COMPTE DU MINISTERE DES MARCHES PUBLICS**

Pièce n°5:

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**



SOMMAIRE

Chapitre I : Généralités

- Article 1 : Objet et consistance du marché
- Article 2 : Procédure de passation du marché
- Article 3 : Définitions et attributions
- Article 4 : Langue, loi et réglementation applicables
- Article 5 : Normes
- Article 6 : Pièces constitutives du Marché
- Article 7 : Textes généraux applicables
- Article 8 : Communication
- Article 9 : Ordres de service
- Article 10 : Matériel et personnel du Cocontractant

Chapitre II : Clauses Financières

- Article 11 : Garanties et cautions
- Article 12 : Montant du marché
- Article 13 : Lieu et mode de paiement
- Article 14 : Modalités de paiements
- Article 15 : Domiciliation bancaire
- Article 16 : Variation des prix
- Article 17 : Pénalités
- Article 18 : Régime fiscal et douanier
- Article 19 : Timbre et enregistrement du marché

Chapitre III : Exécution des Prestations

- Article 20 : Brevet
- Article 21 : Lieu et délais de livraison
- Article 22 : Rôles et responsabilités du Cocontractant
- Article 23 : Domicile du Cocontractant
- Article 24 : Transport et assurances
- Article 25 : Service après-vente

Chapitre IV : De la réception

- Article 26 : Réception provisoire
- Article 27 : Délai de garantie
- Article 28 : Réception définitive

Chapitre V : Dispositions diverses

- Article 29 : Résiliation du marché
- Article 30 : Cas de force majeure
- Article 31 : Différends et litiges
- Article 32 : Edition et diffusion du présent marché
- Article 33 : Entrée en vigueur du marché



TITRE I : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

CHAPITRE I : GENERALITES

ARTICLE 1^{er} : OBJET

Le présent Marché a pour objet l'**Acquisition du matériel informatique pour le compte du Ministère des Marchés Publics (lot1/lot2).**

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations, objets de la présente comprennent :

- 30 Ordinateurs de bureau complet
- 120 Ordinateurs portable
- 02 Serveur
- 02 licences fortinet 300D 2 ans
- 06 Switch

Selon les caractéristiques contenues dans le descriptif des fournitures.

ARTICLE 3 : PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent Marché est passé après Appel d'Offres National Ouvert N°..~~DDG~~./AONO /PR/MINMAP/CIPM/2019 du **27 JUIN 2019**

ARTICLE 4 : DEFINITIONS, ATTRIBUTIONS ET NANTISSEMENT

4.1. Définitions générales

Pour l'application des dispositions du présent marché et des textes généraux auxquels elle se réfère, il est précisé que :

- L'Organisme chargé du contrôle externe du présent marché, est le **Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé des Marchés Publics**. A ce titre, il vérifie, à travers les contrôles inopinés, l'effectivité et la qualité des prestations réalisées et réceptionnées. Il procède également à la vérification a posteriori de l'adéquation entre les prestations facturées, les paiements effectués et les prestations réalisées, signale au Chef de Service du Marché, à l'Ingénieur du marché et/ou au Maître d'œuvre, les cas de manquements observés dans l'exécution et vise le décompte définitif du présent Marché ;
- Le Maître d'Ouvrage est le **Ministre Délégué à la Présidence Chargé des Marchés Publics**. Il respecte l'administration bénéficiaire de la prestation, signe le Marché, conserve les originaux des documents s'y rapportant et en assure le bon fonctionnement ;
- Le Chef de Service du marché est le **Directeur Général des Marchés des Approvisionnements et des services du MINMAP**. Il est responsable de la direction générale de la prestation, arrête toutes les dispositions technico-financières et représente le Maître d'Ouvrage auprès des instances d'arbitrage des litiges ;
- L'Ingénieur du marché est le **Chef de Division des Systèmes d'Informations du MINMAP**, ci-après désigné l'Ingénieur.
- Le Cocontractant est :
 - La commission des Marchés compétente est la **Commission Interne de Passation des marchés placée auprès du MINMAP** qui est un organe d'appui technique pour la passation du présent marché.

4.2. Nantissement

- L'autorité chargée de l'ordonnancement et de la liquidation des dépenses est le **Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics**



- L'organisme ou le responsable chargé du paiement est le Payeur Général du Trésor/MINFI ;
- Le responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent marché est le Chef de Service du Marché ;

ARTICLE 5: LANGUE, LOI ET REGLEMENTATION APPLICABLES

5.1. La langue utilisée est le français ou l'anglais.

5.2. Le Cocontractant s'engage à observer les lois, règlements, ordonnances en vigueur en République du Cameroun, et ce aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si au Cameroun, ces règlements, lois et dispositions administratives et fiscales en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement, seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

ARTICLE 6 : NORMES

Le matériel proposé sera conforme aux normes fixées dans les spécifications techniques. Quand aucune norme n'est mentionnée, la norme faisant autorité en la matière est applicable au Cameroun. Cette norme sera la norme la plus récemment approuvée par l'autorité compétente.

ARTICLE 7 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont par ordre de priorité :

- 1- La lettre d'intention de soumissionner ou l'acte d'engagement;
2. la soumission du Cocontractant et ses annexes;
3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
4. Les Descriptif des Fournitures (DF);
5. Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
6. Le devis quantitatif et estimatif (DQE);
7. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) ;
8. Les normes en vigueur au Cameroun.

ARTICLE 8 : TEXTES GENERAUX APPLICABLES

Le présent marché est soumis aux textes généraux ci-après :

- ✓ La loi n°92/2007 du 14 août 1992 portant code du travail ;
- ✓ La loi-cadre n° 96/12 du 05 août 1996 sur la gestion de l'environnement ;
- ✓ La loi n° 2018/022 du 11 décembre 2018 portant loi de finances de la république du Cameroun pour l'exercice 2019 ;
- ✓ L'ordonnance n° 2018/002 du 04 juin 2018 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 2017/021 du 20 décembre 2017 portant loi de finances de la république du Cameroun pour l'exercice 2018 ;
- ✓ La loi n° 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
- ✓ Le décret N° 2001/048 du 23 Février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence De Régulation Des Marchés Publics (ARMP) ;
- ✓ Le décret n°2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés publics ;
- ✓ Le Décret 2008/376 du 12 novembre 2008 portant organisation administrative de la république du Cameroun ;
- ✓ Le décret n° 2012/074 du 8 mars 2012 portant organisation et fonctionnement des commissions de passation des marchés publics ;
- ✓ commissions de passation des marchés publics ;



- ✓ Le décret n° 2012/075 du 8 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés publics ;
- ✓ Le décret n°2012/076 du 08 mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret N° 2001/048 du 23 Février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;
- ✓ Le Décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant Code des Marchés publics ;
- ✓ L'Arrêté n° 093/CAB/PM du 05 novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et des frais du Dossier d'Appel d'Offres ;
- ✓ L'Arrêté n° 033/CAB/PM 13 février 2007 mettant en vigueur les Cahiers de Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics ;
- ✓ L'Arrêté n° 038/CAB/PM du 15 mai 2014 mettant en vigueur les Dossiers Types d'Appels d'Offres pour les marchés publics ;
- ✓ La Circulaire n° 003/CAB/PM du 31 janvier 2011 précisant les modalités de gestion des changements des conditions économiques des marchés publics ;
- ✓ La Circulaire n° 001/C/MINFI du 28 décembre 2018 portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat, des Entreprises et Etablissements publics, des Collectivités Territoriales Décentralisées et des autres Organismes subventionnés, pour l'exercice 2019 ;
- ✓ La Lettre-Circulaire n°0005/LC/MINMAP/CAB/ DU 03/JUIL 2018 précisant les mesures transitoires à observer suite à la signature et à la publication du décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant code des marchés publics,
- ✓ Les Normes Techniques en vigueur au Cameroun.

ARTICLE 9: COMMUNICATION

Toutes les notifications et communications écrites dans le cadre du présent marché devront être faites aux adresses suivantes :

a. **Dans le cas où le Cocontractant est le destinataire :** "

M. _____ BP _____ Tél : _____

". Passé le délai de 15 jours fixé à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au chef de service son domicile, et dès achèvement des prestations, les correspondances seront valablement adressées à la mairie de-----.

b. **Dans le cas où le maître d'ouvrage en est le destinataire :**

Monsieur le Ministre Délégué à la Présidence Chargé des Marchés Publics avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de Service, et à l'Ingénieur le cas échéant.

ARTICLE 10 : ORDRES DE SERVICE

10.1. L'ordre de service de commencer les livraisons est signé par le Maître d'Ouvrage et notifié par le Chef de Service du Marché avec copie à l'Ingénieur du Marché.

10.2. Les ordres de service à incidence financière ou susceptibles de modifier les délais seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de Service du Marché.

10.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations et sans incidence financière seront directement signés par le Chef Service du Marché et notifiés par l'Ingénieur.

10.4. Les ordres de service valant mise en demeure sont signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de Service du Marché.

10.5. Le Cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours pour enlever des réserves



sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas l'entreprise d'exécuter les ordres de service reçus.

ARTICLE 11 : MATERIEL ET PERSONNEL DU COCONTRACTANT

11.1 Toute modification même partielle apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Chef de service. En cas de modification, le Cocontractant fera remplacer par un matériel de performance similaire et en bon état.

11.2. Toute modification unilatérale apportée aux propositions de l'offre technique, constitue un motif de résiliation du marché ou d'application de pénalités.

CHAPITRE II : CLAUSES FINANCIERES

ARTICLE 12: GARANTIES ET CAUTIONS

12.1. Cautionnement définitif

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant TTC du marché. Le cautionnement sera restitué ou la garantie libérée, dans un délai d'un (01) mois suivant la date de réception provisoire des fournitures, à la suite d'une main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du Cocontractant.

12.2. Le Cautionnement d'avance du démarrage

Il n'est pas prévu d'avance de démarrage pour ces fournitures.

12.3. Cautionnement de garantie

Une retenue de garantie de **dix pour cent (10 %)** sera opérée sur le montant TTC du Marché.

Cette garantie peut être remplacée par une caution bancaire délivrée par une banque agréée par le Ministère en charge des Finances de la République du Cameroun, et dont le montant est équivalent à la retenue de garantie.

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement sera effectuée dans un délai d'un mois après la réception définitive sur mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage après demande du Cocontractant.

ARTICLE 13 : MONTANT DU MARCHÉ ET NANTISSEMENT

Le montant du présent marché s'élève à _____ FCFA TTC (_____) francs CFA toutes taxes comprises tel qu'il ressort du devis estimatif. Soit :

- Montant HTVA : _____ francs CFA

- Montant de la TVA : _____ francs CFA

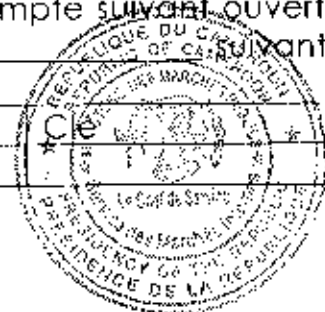
Le montant du marché calculé dans les conditions prévues à l'article 19 du CCAG, résulte de l'application au montant hors TVA, du taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et du rabais éventuellement consenti par le Cocontractant.

ARTICLE 14 : LIEU ET MODE DE PAIEMENT

14.1. En contrepartie des paiements à effectuer par le maître d'Ouvrage au Cocontractant, dans les conditions indiquées dans le marché, le Cocontractant s'engage par les présentes à exécuter le marché conformément aux dispositions du marché.

14.2. Les paiements en FCFA s'effectueront par virement au compte suivant ouvert au nom de _____ B.P. _____ à la banque _____ suivant les coordonnées ci-après :

Code Banque	Code Guiche	N° de compte



ARTICLE 15: AVANCE

Le Maître d'Ouvrage n'accordera pas d'avance de démarrage dans le cadre de ce marché.

ARTICLE 16 : VARIATION DES PRIX

Les prix sont fermes et non révisables.

En cas de transfert à l'étranger, les frais et les commissions générés par l'opération seront à la charge du Cocontractant.

ARTICLE 17 : PENALITES

17.1. Le montant des pénalités de retard est fixé comme suit :

- a. Un deux millième (1/2000è) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;
- b. Un millième (1/1000è) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

17.2. Le montant cumulé des pénalités de retard est limité à dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base.

ARTICLE 18 : REGIME FISCAL ET DOUANIER

La fiscalité applicable au présent Marché est celle en vigueur au Cameroun et comporte notamment :

- Des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'AIR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés ;
- Des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts ;
- Des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché ;
- Des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique) ;

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que l'entreprise impute sur ses coûts d'intervention. Le prix TTC s'entend TVA incluse.

Article 19 : Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues conformément à l'article 166 du décret n° 2019/366 du 20 juin 2018 portant code des marchés publics.

ARTICLE 20: TIMBRE ET ENREGISTREMENT

Sept (7) exemplaires originaux du présent Marché sont à timbrer et à enregistrer par les soins du cocontractant et à ses frais, conformément à la réglementation en vigueur.

CHAPITRE III : EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 20: BREVET

Le Cocontractant garantira le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droits de création industrielle résultant de l'emploi des fournitures ou de leurs composantes.

ARTICLE 21: LIEU ET DELAI DE LIVRAISON

Les fournitures faisant l'objet du présent marché seront livrées au **Ministère des Marchés publics** à Yaoundé dans un délai de **trente (30) jours**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer l'exécution des prestations.

ARTICLE 22 : ROLES ET RESPONSABILITES DU COCONTRACTANT

Le Cocontractant a pour mission d'assurer la fourniture du matériel tel que décrit dans les Descriptif des Fournitures, sous le contrôle de l'Ingénieur et ce conformément au présent marché et aux règles et normes en vigueur.

ARTICLE 23 : TRANSPORT ET ASSURANCES

23.1 Emballage pour le transport



Le Cocontractant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport routier. Le Cocontractant doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport.

23.2 Assurance

Les risques de toutes natures pendant le transport jusqu'au lieu de livraison doivent être couverts par une assurance prise par le Cocontractant. Le Maître d'Ouvrage devra être dégagé de toutes responsabilités.

L'assurance doit représenter 100 % de la valeur CAF des fournitures « magasin » sur une base tous risques, en monnaie locale. Le Maître d'ouvrage doit être nommé comme bénéficiaire.

ARTICLE 24 : SERVICE APRES VENTE

Le fournisseur aura à maintenir en République du Cameroun pendant une période d'un an à compter de la date de réception, un représentant permanent dûment mandaté, des ateliers de réparation, un personnel qualifié capable d'assurer toutes les réparations nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement et/ ou accessoires qu'il a fournis, un stock suffisant des pièces de rechange

CHAPITRE IV : DE LA RECEPTION

ARTICLE 25: RECEPTION PROVISOIRE

25.1- Préparation de la réception provisoire

Le Cocontractant devra avertir le Maître d'Ouvrage dans les meilleurs délais de la date de livraison des équipements.

Dans les quinze (15) jours qui suivent, le Maître d'Ouvrage fixera la date de la réception provisoire et la communiquera à tous les intervenants.

25.2- Documents à fournir avant la réception provisoire

Le Cocontractant devra, dans un délai de trois (03) jours au moins avant la réception provisoire transmettre au Maître d'Ouvrage le bordereau de livraison, indiquant leurs quantités, leur prix, leur caractéristiques et le montant total ;

25.3- Composition de la Commission de réception provisoire

La composition de la commission de réception est la suivante :

Qualité	Désignation
Président	Le Maître d'ouvrage ou son représentant dûment mandaté
Rapporteur	L'Ingénieur du Marché
Membres :	Le Chef de Service du Marché
	Le Chef de Service des Marchés Internes
	Deux représentants du MINMAP (DGMAS et DGCMP)
	l'Agent chargé des opérations de Comptabilité-matières/DAG
	Le fournisseur

25-5 Attributions de la Commission de réception provisoire

La Commission de réception provisoire vérifiera la qualité de la conformité de la fourniture livrée, par rapport aux caractéristiques techniques et aux quantités définies dans le Cahier des Prescriptions Techniques Particulières et décidera après examen des procès-verbaux des opérations préalables à la réception s'il y a lieu ou non de prononcer la réception provisoire.

En cas de non-conformité, le Fournisseur sera invité à remplacer le matériel incriminé.



En cas de conformité, la Commission prononcera la réception provisoire. Il sera alors dressé un procès-verbal de réception provisoire signé sur-le-champ par tous les membres de la Commission. Le procès-verbal de réception provisoire précise ou fixe la date de la réception définitive.

ARTICLE 26 : DELAI DE GARANTIE DE PRESTATIONS

Le délai de garantie des fournitures est de six (06) mois.

Le Cocontractant garantit que toutes les fournitures livrées sont neuves, n'ont jamais été utilisées, n'ont aucune défectuosité due à leur conception ou à leur mise en œuvre.

ARTICLE 27 : RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive sera effectuée au lieu de livraison, et convoquée par le Maître d'Ouvrage dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de garantie.

La Commission pour la réception définitive sera la même que celle ayant prononcé la réception provisoire, et siégera en présence du Fournisseur.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 28 : RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché peut être résilié comme prévu à la section II, Sous-section I du décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant code des marchés publics et également dans les conditions stipulées aux articles 57, 58 et 59 du CCAG, notamment dans l'un des cas de :

- retard de plus de 30 jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service ou arrêt injustifié des prestations de plus de 30 jours calendaires ;
- retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 10 % du montant des prestations ;
- refus de la reprise des prestations mal exécutées ;
- défaillance du Cocontractant.

ARTICLE 29: CAS DE FORCE MAJEURE

29.1 En cas de force majeure, le Fournisseur ne verra sa responsabilité dérogée que s'il a averti par écrit l'Administration de son intention d'invoquer cette force majeure et ce, avant la fin du vingtième (20^{ème}) jour qui a succédé à l'événement. En tout état de cause, il appartient à l'Administration d'apprécier cette force majeure et les preuves fournies.

29.2 Aux fins de la présente clause le terme "Force Majeure" désigne un événement échappant au contrôle du Fournisseur et qui n'est pas attribuable à sa faute ou à sa négligence et qui est imprévisible. De tels événements peuvent inclure sans que la liste soit limitative, les actes de l'Administration, soit au titre de la souveraineté de l'Etat, soit au titre du Marché, les guerres et les révolutions, les incendies, les inondations cyclones, les épidémies, les mesures de quarantaine et d'embargo sur le fret, tremblement de terre et autres faits analogues.

29.3 En cas de force majeure, le Fournisseur notifiera rapidement par écrit à l'Administration l'existence de la force majeure et ses motifs. Sauf s'il reçoit des instructions contraires de l'Administration, le Fournisseur continuera à exécuter les obligations qui sont les siennes dans le cadre du marché, et s'efforcera de trouver tout autre moyen raisonnable d'exécuter les obligations entravées par la force majeure.

ARTICLE 30 : DIFFERENDS ET LITIGES

Tout litige survenant entre les parties contractantes fera l'objet d'une tentative de conciliation par entente directe.

A défaut de règlement amiable, tout différend découlant du présent marché sera définitivement tranché par les juridictions camerounaises compétentes.

ARTICLE 31 : EDITION ET DIFFUSION DU PRESENT MARCHÉ

Vingt (20) exemplaires de la Présente Lettre Commande seront édifiés par le Cocontractant à ses frais et diffusés par le Maître d'ouvrage.

ARTICLE 32 : ENTREE EN VIGUEUR DU MARCHÉ

Le présent Marché ne deviendra définitif qu'après sa signature et sa notification au cocontractant. Il entrera en vigueur dès sa notification au Cocontractant.



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

MINISTRY OF PUBLIC CONTRACTS

**MAÎTRE D'OUVRAGE : MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA
REPUBLIQUE CHARGE DES MARCHES PUBLICS**

FINANCEMENT:

BUDGET MINMAP – EXERCICE- 2019

IMPUTATION :

53 10 717 01 3900006102

DOSSIER DE D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°..006.../AONO /PR/MINMAP/CIPM /2019

**RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE
POUR LE COMPTE DU MINISTERE DES MARCHES PUBLICS**

Pièce n°6:

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES



BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

N° Prix	Désignation	Unité	P.U. en chiffres HTVA	P.U en lettres HTVA
1	Ordinateurs de bureau complet	U		
2	Ordinateur portable	U		
3	Serveur	U		
4	Licence fortinet 300D	U		
5	Switch	U		



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

MINISTRY OF PUBLIC CONTRACTS

**MAÎTRE D'OUVRAGE : MINISTRE DELEGUEA LA PRESIDENCE DE LA
REPUBLIQUE CHARGE DES MARCHES PUBLICS**

DOSSIER DE D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°..006.../AONO /PR/MINMAP/CIPM /2019

**RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE
POUR LE COMPTE DU MINISTERE DES MARCHES PUBLICS**

FINANCEMENT:

BUDGET MINMAP – EXERCICE- 2019

IMPUTATION :

53 10 717 01 3900006102

Pièce n°7:

DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF



DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF

N° Prix	Désignation	Unité	Qté	PU	PT HTVA
1	Ordinateurs de bureau complet	U	30		
2	Ordinateur portable	U	120		
3	Serveur	U	02		
4	Licence forlinef 300D	u	02		
5	Switch	U	06		
	Total HTVA				
	TVA (19,25%)				
	IR (2,2%)				
	Total TTC				
	NAP				



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

MINISTRY OF PUBLIC CONTRACTS

DOSSIER DE D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°04/AONO/PR/MINMAP/CIPM/2019

**RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE
POUR LE COMPTE DU MINISTERE DES MARCHES PUBLICS**

**MAÎTRE D'OUVRAGE : MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA
REPUBLIQUE CHARGE DES MARCHES PUBLICS**

FINANCEMENT:

BUDGET MINMAP – EXERCICE- 2019

IMPUTATION :

53 10 717 01 3900006102

Pièce n°8:

CADRE DU SOUS DETAIL DES PRIX



CADRE DU SOUS DETAIL DES PRIX

N° Prix	Désignation	Cout d'achat	Transport et douane	Frais de livraison	marge	PU HTVA
1	Ordinateurs de bureau complet					
2	Ordinateur portable					
3	Serveur					
4	Licence fortinet 300D					
5	Switch					



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

MINISTRY OF PUBLIC CONTRACTS

DOSSIER DE D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 006.../AONO/PR/MINMAP/CIPM/2019

**RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE
POUR LE COMPTE DU MINISTERE DES MARCHES PUBLICS**

MAÎTRE D'OUVRAGE : MINISTRE DELEGUÉ A LA PRESIDENCE DE LA
REPUBLIQUE CHARGE DES MARCHES PUBLICS

FINANCEMENT:

BUDGET MINMAP – EXERCICE- 2019

IMPUTATION :

53 10 717 01 3900006102

Pièce n°9:

FORMULAIRES ET MODELES A UTILISER



MODELE DE SOUMISSION

Je soussigné _____
Représentant la société _____ dont le siège social est à _____ inscrite
au registre de commerce _____ sous n° _____

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces mentionnées au Dossier d'Appel d'offres
National Ouvert N° _____ pour l'acquisition du matériel informatique pour le
MINMAP :

- Me soumetts et m'engage à livrer les fournitures conformément au Dossier D4Appel
d'Offres, moyennant les prix que j'ai établi moi-même sur la base des Bordereaux des Prix
et des Quantités, lesquels prix font ressortir le montant de cette offre à _____
[en chiffres et en lettres] francs CFA HTVA et à _____ [en chiffres et en lettres] francs
CFA TTC.

- M'engage à livrer les fournitures dans un délai de _____ jours
- M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai de validité de celle-ci, soit quatre
vingt dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres.

L'Administration se libérera des sommes dues par elle au titre du présent marché en faisant
donner crédit au compte n° _____ ouvert au nom de _____ auprès de la
banque _____ Agence de _____

Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra
engagement entre nous.

Fait à _____ le _____

Signature de _____
En qualité de _____
dûment autorisé à signer les soumissions
pour et au nom de _____



MÔDELE DE CAUTION DE SOUMISSION

Ministre Délégué à la Présidence de la République Chargé des Marchés Publics « Maître d'Ouvrage »

Attendu que le fournisseur _____ ci-dessous désigné « le soumissionnaire » a soumis son offre en date du [date de dépôt de l'offre] pour l'acquisition du matériel informatique pour le Ministère des Marchés Publics [ci-dessous désignée « l'offre »] et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalent à Francs CFA.

Nous [nom et adresse de la banque], représentée par [noms des signataires], ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement au « Maître d'Ouvrage » la somme maximale de Francs CFA que la banque s'engage à régler intégralement au « Maître d'Ouvrage » s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont suivantes :

- Si le soumissionnaire retire l'offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur l'acte de soumission ;
- Si le soumissionnaire s'étant vu notifier l'attribution du marché par le Maître d'Ouvrage pendant la période de validité :
 1. Manque à signer ou refuse de signer le marché alors qu'il est requis de le faire ;
 2. Manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché, comme prévu dans celui-ci.

Nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus dès la réception de sa demande écrite, sans que le « Maître d'Ouvrage » soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que, dans sa demande, le Maître d'Ouvrage notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une et l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies et qu'il spécifiera quelle (s) condition (s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième (30ème) jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque
à _____, le _____

[Signature de la banque]



MODELE DE CAUTION DE L'AVANCE DE DEMARRAGE

Banque : référence, adresse _____

Nous soussignés [banque, adresse], déclarons par la présente garantir, pour le compte de : _____ [le titulaire], au profit du Ministre des Marchés Publics (« le bénéficiaire »).

Le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite du bénéficiaire, déclarant que _____ [le titulaire] ne s'est pas acquitté de ses obligations relatives au remboursement de l'avance de démarrage selon les conditions du marché du _____ [date] relatif à l'acquisition du matériel informatique pour le MINMAP objet du Dossier d'Appel d'Offres N° _____ /AONO/PR/MINMAP/CIPM/2019 du _____ 2019 , de la somme totale maximum correspondant à l'avance du montant toutes taxes comprises du marché N° _____ , payable dès la notification de l'ordre de service correspondant soit : _____ francs CFA.

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès réception des parts respectives de cette avance sur les comptes de _____ [le titulaire] ouverts auprès de la banque _____ sous le n° _____.

Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance conformément à la procédure fixée par le CCAP. Toutefois, le montant de la caution sera réduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et juridiction applicables à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

Signé et authentifié par la banque
à _____ le _____.

[Signature de la banque]



MODELE DE CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Banque :

Référence de la caution : N° _____

Adressée au Ministre des Marchés Publics ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que [nom et adresse du fournisseur], ci-dessous désigné « le fournisseur » s'est engagé en exécution du marché N° _____ désigné « le marché », pour l'acquisition du matériel informatique pour le MINMAP

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que le fournisseur remettra au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif de l'ordre de trois pour cent (3%) du montant du marché comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin, conformément aux conditions du marché ;

Attendu que nous avons convenu de donner au fournisseur ce cautionnement,

Nous [nom et adresse de la banque],

Représentés par [noms des signataires],

Ci-dessous désignés « la banque », nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le fournisseur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de _____ [en chiffres et en lettres].

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif entre en vigueur dès sa date de signature et dès sa notification au fournisseur, par le Maître d'Ouvrage, de l'appropriation du marché. Il sera libéré dans le mois qui suit la réception des fournitures.

Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis, pour son interprétation et son exécution, au droit camerounais. Les Tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

À _____, le _____

[Signature de la banque]



MODELE DE RETENUE DE GARANTIE

Banque :

Référence de la caution : N° _____

Adressée au Ministre des Marchés Publics ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que [nom et adresse du fournisseur], ci-dessous désigné « le fournisseur » s'est engagé en exécution du marché N° _____ désigné « le marché », pour l'acquisition du matériel informatique au MINMAP

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que la retenue de garantie fixée à dix pour cent (10%) du montant du marché peut être remplacée par une caution solidaire :

Attendu que nous avons convenu de donner au fournisseur cette caution,

Nous [nom et adresse de la banque].

Représentés par [noms des signataires].

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard du Maître d'Ouvrage au nom du fournisseur, pour un montant maximum de _____ [en chiffres et en lettres], correspondant à dix pour cent (10%) du montant du marché ;

Et nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le fournisseur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur du Maître d'Ouvrage au titre du marché modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute (s) somme (s) dans les limites du montant égal à dix pour cent (10%) du montant cumulé des prestations figurant dans le décompte définitif, sans que le Maître d'Ouvrage ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libèrera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa date de signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) jours après la réception des fournitures, sur mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage.

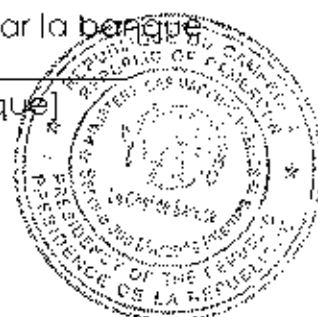
Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise, pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les Tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

À _____ le _____

[Signature de la banque]



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

MINISTRY OF PUBLIC CONTRACTS

DOSSIER DE D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 006 /AONO /PR/MINMAP/CIPM /2019 .

**RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE
POUR LE COMPTE DU MINISTERE DES MARCHES PUBLICS**

**MAÎTRE D'OUVRAGE : MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA
REPUBLIQUE CHARGE DES MARCHES PUBLICS**

**FINANCEMENT:
IMPUTATION :**

**BUDGET MINMAP - EXERCICE- 2019
53 10 717 01 3900006102**

Pièce n°10:

MODELE DE MARCHE



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

MINISTRY OF PUBLIC CONTRACTS

MODELE DE MARCHE

MARCHE N° _____ /M/PR/MINMAP/CIPM/2019 DU _____ PASSE APRES APPEL D'OFFRES NATIONAL
OUVERT N° ~~DDI~~ AONO/PR/MINMAP/CIPM/2019 RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE POUR
LE MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

MAITRE D'OUVRAGE : MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

OBJET DU MARCHE : POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE POUR LE
MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

TITULAIRE DU MARCHE : _____

BP : ___ à ___, Tel ___ Fax : _____

N°R.C : _____

N°Contribuable : _____

Compte bancaire n° _____

LIEU DE LIVRAISON : MINISTERE DES MARCHES PUBLICS.

MONTANT EN FCFA :

TTC	
HTVA	
T.V.A (19,25%)	
IR (2,2%)	
NAP	

DELAI DE LIVRAISON : _____ jours

FINANCEMENT : BIP MINMAP – EXERCICE - 2016,

IMPUTATION : 5110 340010 2276

SOUSCRIT LE _____

SIGNE, LE _____

NOTIFIE LE _____

ENREGISTRE LE _____



ENTRE

Le MINISTRE DES MARCHÉS PUBLICS en abrégée « MINMAP » représenté par le **MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE CHARGE DES MARCHES PUBLICS,**

Ci-après désignée « **LE MAITRE D'OUVRAGE** »

D'une part,

ET

La société _____

B.P : _____ à _____ Tel _ Fax : _____

N°R.C : _____ à _____

N° Contribuable : _____

Représentée par : _____

Ci-après dénommée, le « **Le Cocontractant** »

D'AUTRE PART,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :



MAITRE D'OUVRAGE : MINISTRE DES MARCHES PUBLICS

TITULAIRE DU MARCHE :

MONTANT :

HTVA	
T.V.A (19,25%)	
IR (2,2%)	
TTC	
Net à mandater	

DELAI DE LIVRAISON :

Yaoundé, le _____
Lu et accepté par le Cocontractant

Yaoundé, le _____
Signé par le Maître d'Ouvrage

Enregistrement



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

MINISTRY OF PUBLIC CONTRACTS

DOSSIER DE D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 006 - /AONO /PR/MINMAP/CIPM /2019

**RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE
POUR LE COMPTE DU MINISTERE DES MARCHES PUBLICS**

MAÎTRE D'OUVRAGE : MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA
REPUBLIQUE CHARGE DES MARCHES PUBLICS

PUBLICS

FINANCEMENT:

BUDGET MINMAP - EXERCICE- 2019

IMPUTATION :

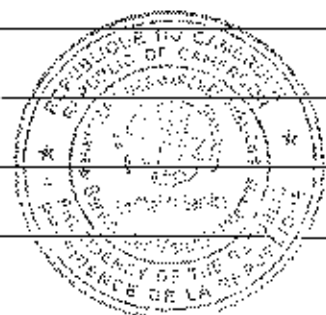
53 10 717 01 3900006102

Pièce n°11:

**LISTES DES ETABLISSEMENT BANCAIRES ET ORGANISMES
FINANCIERS INSTALLES AU CAMEROUN, AUTORISEES A EMETTRE
LES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS**



N°	I BANQUES
1.	AFRILAND FIRST BANK (AFB) BP 11834 Yaoundé
2.	BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'ÉPARGNE ET LE CRÉDIT (BICEC) BP 19 25 DOUALA
3.	COMMERCIAL BANK OF CAMEROON (CBC) BP 4004 DOUALA
4.	SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE BANQUES-CAMEROUN (CA-SCB) BP 300 DOUALA
5.	CITIBANK CAMEROON (CITIGROUP) BP 5571 DOUALA
6.	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUES AU CAMEROUN (SGBC) BP 4042 DOUALA
7.	UNION BANK OF CAMEROON PLC (UBC) BP 156569 DOUALA
8.	United Bank for Africa (UBA) BP 2088 DOUALA
9.	ECOBANK CAMEROON (ECOBANK) BP 582 DOUALA
10.	STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON (SCBC) BP 1784 DOUALA
11.	NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK (NFC BANK) BP 6578 YAOUNDE
12.	BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ENTREPRISES (BC-PME) BP 12962 Yaoundé
13.	BANQUE GABONAISE POUR LE FINANCEMENT INTERNATIONAL (BGFIBANK) BP 600 DOUALA
14.	BANQUE ATLANTIQUE DU CAMEROUN (BACM) BP 2933 DOUALA
15.	BANK OF AFRICA CAMEROUN (BOA Cameroun) BP 4593 DOUALA
II- COMPAGNIES D'ASSURANCES	
16.	CHANAS ASSURANCES BP 109 DOUALA
17.	ACTIVA ASSURANCES BP 12970
18.	ASSURANCE ET REASSURANCE AFRICAINES (AREA) S.A. BP 18404 DOUALA
19.	ATLANTIQUE ASSURANCES S.A. BP 2933 DOUALA
20.	CPA S.A. BP 54 DOUALA
21.	NSAI ASSURANCES S.A BP 2759 DOUALA
22.	PRO ASSUR S.A. BP 6650 DOUALA
23.	SAAR S.A. BP 1011 DOUALA
24.	SAHAM ASSURANCES S.A. BP 11395 DOUALA
25.	ZENITHE INSURANCE BP 1130 YAOUNDE



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTERE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

MINISTRY OF PUBLIC CONTRACTS

DOSSIER DE D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 006 /AONO /PR/MINMAP/CIPM /2019

**RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL INFORMATIQUE
POUR LE COMPTE DU MINISTERE DES MARCHES PUBLICS**

**MAÎTRE D'OUVRAGE : MINISTRE DELEGUE A LA PRESIDENCE DE LA
REPUBLIQUE CHARGE DES MARCHES PUBLICS**

PUBLICS

FINANCEMENT:

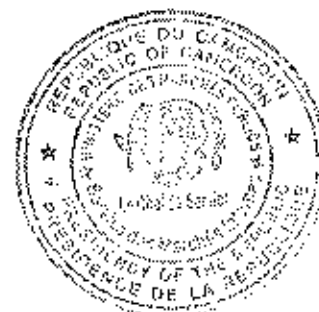
BUDGET MINMAP - EXERCICE- 2019

IMPUTATION :

53 10 717 01 3900006102

Pièce n°12:

GRILLES D'EVALUATION



GRILLES D'EVALUATION

Critères éliminatoires

N°	CRITERES	EVALUATION	
		OUI	NON
1	Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif 48h après l'ouverture;		
2	Absence de la caution de soumission à l'ouverture		
3	Fausse déclaration ou pièces falsifiées;		
4	Non-conformité aux spécifications techniques du DAO ;		
5	Absence d'un prix unitaire quantifié ;		
6	Absence de prospectus originaux en couleur avec description détaillée des fournitures proposées ;		
7	Absence de l'agrément du fabricant ou de l'autorisation du fournisseur agréé (pour les ordinateurs, les onduleurs, les imprimantes) et de l'attestation de conformité des licences ;		
8	Non satisfaction d'au moins six (06) des huit (08) critères essentiels.		

12.2 : Critères essentiels :

La notation des critères essentiels ci-après se fera suivant le mode binaire en attribuant à chaque critère la valeur positive (oui) ou la valeur négative (non) :

Critères essentiels

N°	Désignations	Oui	Non
1	Présentation générale de l'offre : respect de l'ordre des agencements des pièces et chaque offre séparée par des intercalaires de couleur.		
2	réalisation d'au moins deux (02) marchés de fourniture de matériel informatique pour un cumul de 100 000 000 (cent millions) ces cinq dernières années (2014-2018) première et dernière pages du Marché enregistré, assorti du PV de réception;		
3	Garantie : Délai de garantie du matériel supérieur ou égale à six (06) mois;		
4	Service après-vente (assurer la disponibilité des pièces de rechange et disposer du personnel technique nécessaire pour l'installation et la maintenance) technicien en informatique Bac+2		
5	Chiffre d'affaire supérieur ou égale à 100 000 000 (cent millions) FCFA ;		
6	Capacité financière d'un montant au moins égal à 80% du montant lu de l'offre financière;		
7	planning et délai de livraison inférieur à 30 jours ;		
8	Condition d'acceptation des clauses du marché : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et Descriptif des fournitures (DF) paraphés et signés) à la dernière page;		

NB: Seuls les soumissionnaires qui auront satisfaits à six (06) des huit (08) critères essentiels seront jugés techniquement qualifiés et admis à l'analyse financière*

